Vol. 4 No. 47 • Du 8er au 14 Juin 2011
Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50




1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# WIKILEAKS RÉVÈLE: ETATS-UNIS CONTRE LE SALAIRE MINIMUM EN HAITI!

Voir page 4

Pour résoudre l'impasse entre les propriétaires des usines et le Parlement, le Département d'État a exhorté le Président haïtien René Préval à intervenir



# MARTELLY DANS L'EMBARRAS

Voir page 4

Le nouveau pouvoir d'extrême droite de Michel Joseph Martelly, s'est empêtré dans des crises conjoncturelles, telles : celles découlées du faux amendement de la constitution de 1987, de la crise poste électorale issue des mascarades du 28 Novembre 2010 et du 20 mars 2011



**Inondasyon touye yon latriye moun nan Pòtoprens !**

Page 6




**Recrudescence de l'épidémie de Cholera en Haïti**

Page 7



**Entretien avec la vice-ministre pour les peuples indiens du Venezuela**

Page 10



**Ollanta Humala élu président du Pérou !**

Page 16

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

# Une triste image !

**Par Berthony Dupont**

Bien avant l'investiture du 14 mai, la Communauté internationale par la filière de Ban Ki-moon et également de son représentant d'alors en Haiti, Edmond Mulet, chef civil de la force d'occupation Minustah, militait déjà pour un quelconque amendement de la Constitution de 1987 qu'avait entamé le président René G Préval. Ainsi, après avoir imposé le chanteur Michel Martelly en tant que successeur de Préval pour continuer à appliquer la politique bourgeoise de mercenariat et de parias, Mulet avait triomphalement ordonné « que le nouveau président élu et son gouvernement entérinent un ensemble de reformes constitutionnelles déjà approuvées par le président sortant ». En réalité, quelle a été la teneur de ces réformes qui avaient valu toute cette campagne de mobilisation internationale ?

Au fil du rendez vous discret de l'internationale avec ses subalternes, on aurait pu penser à une révision constitutionnelle qui aurait tout d'abord pour but d'améliorer la Constitution dans l'intérêt général et, en particulier, le fonctionnement à long terme d'un Etat de droit discipliné et bien charpenté. Mais pourtant c'est à tout le contraire qu'on assiste, vu les tractations et les basses manœuvres auxquelles des secteurs politiques concernés se sont livrés sans se gêner ; ce qui porte à comprendre que tout ce chassé-croisé était pour définir qui d'entre eux serait le plus apte à avoir le contrôle du pouvoir politique. Alors, dans ce sens, cet amendement une fois mise en place ne viendrait que viser à la facilitation des intérêts mesquins, immédiats ou personnels pour le régime à venir.

Véritable jeu de coquins. Préval, au terme de son mandat, a choisi de porter un mauvais coup à son successeur, lorsqu'il a choisi de ne pas publier le texte amendé mais de préférence celui qu'il avait envoyé au Parlement aux fins nécessaires d'amendement ? En vérité, cette question d'amendement de la Constitution est la goutte d'eau qui a fait renverser le vase et ouvrant par ainsi la voie pour une suite de révélations et de rebondissements qui ont pris la dimension d'un des plus grands scandales politiques dans le pays après ceux des élections mascarades, frauduleuses et truquées de la Communauté Internationale du 28 novembre dernier.

La question à se poser maintenant est pourquoi les présidents des deux chambres avaient tant misé sur la publication du texte amendé dans Le Moniteur au point qu'ils ont fait de lui une condition sine qua non pour démarrer le processus de ratification du premier ministre désigné Daniel Gérard Rouzier ?

Pourtant au lieu de publier le second texte qui devrait paraître pour l'authentique, l'équipe de Michel Martelly l'a rejeté en faisant comprendre qu'il a trouvé plus d'erreurs dans le document « authentique » que dans celui publié auparavant. Et selon Martelly *«...il y a des erreurs que vous pouvez juger sans gravité, mais que nous jugeons grave, par exemple : où vous devez avoir une majorité absolue pour choisir le Premier Ministre, le mot absolu a disparu. Cela veut dire que si j'avais publié ce texte, sans me rendre compte de se cafouillage, aujourd'hui, un parti qui n'a pas la majorité absolue aurait eu le droit de choisir le Premier Ministre, parce que le mot absolu n'est plus là. Ça ne ressemble pas à une erreur, mais plutôt à un coup... »*

Par ailleurs comment se fait-il que Sorel Jacinthe, le Président de la chambre des députés et le Sénateur Jean Rodolphe Joazile, celui du Sénat veulent coûte que coûte que Martelly publie dans le moniteur le document communément appelé «texte authentique». Une préoccupation qui semble toutefois n'avoir plus sa raison d'être si la Constitution de 1987 est remise en vigueur par l'arrêté présidentiel du 3 juin. Or, tel semble n'être pas le cas, du fait que Martelly par ce décret, reconnaît la non conformité des amendements constitutionnels publiés, semble de fait, annuler la version « falsifiée » de la Constitution amendée mais de fait ouvre la voie à la publication prochaine du texte authentique.

Dans ce sens quel président va signer ce texte, Préval ou Martelly ? Selon le bâtonnier Gervais Charles proche de Martelly « L'amendement constitutionnel « authentique » sera incessamment publié »

Intéressant ! Mais en aucune circonstance Préval ne peut revenir pour signer aucun document. En fait, le document corrigé sera sans doute authentifié par la signature du président actuel, ce qui voudra dire logiquement et légalement que c'est sous la présidence de Martelly que la Constitution a été amendée, alors que selon l'article 284.2 « en aucun cas, le Président sous le gouvernement de qui l'amendement a eu lieu ne peut bénéficier des avantages qui en découlent ».

Quel cafouillage ! A ce stade, les deux secteurs pro-impérialistes venus d'un pouvoir illégal ne font que tergiverser dans des marchandages politiques concernant cette question de Constitution qui d'ailleurs comme toutes les autres institutions ou symboles du pays n'ont aucune valeur réelle tellement elles ont été piétinées par les bottes coloniales. Même quand la Constitution de 1987 avait été préparée par la bourgeoisie contre les masses populaires, il est de toute façon certain que le peuple doit la protéger. Alors, pour ne pas s'en empêtrer la seule et unique solution juridique possible c'est l'annulation complète de l'amendement. Là il n' y aura de place pour aucun replâtrage, quelque soit sa nature et son issue.

# Résurgence de l'épidémie de choléra dans le Plateau Central



Des soldats brésiliens de la Minustah

Par Jackson Rateau

Le dimanche 5 Juin 2011, des soldats de la force d'occupation de l'ONU en Haïti depuis plus de 7 ans ont créé une situation de panique à l'Aéroport International Toussaint Louverture de Port-au-Prince. Des militaires brésiliens de la Minustah ont fait irruption dans les bureaux des douanes en tirant des rafales dans l'air pour forcer la livraison de leurs colis sans vérification.

Dans le cadre de leur travail, des agents douaniers en train d'effectuer des vérifications routinières, avaient commencé à constater dans les bagages de certains passagers des marchandises taxables, non exonérées dont des laptops et des projecteurs, quand un groupe de militaires portant des armes lourdes est intervenu pour interrompre la vérification. Ils se sont emparés des passagers et de leurs bagages contenant des marchandises privées et partis en toute quiétude. Ces soldats étaient à bord d'un char de guerre blindé. Les passagers, eux, étaient arrivés à bord d'un vol de la Insel Air en provenance de Miami.

Ces incidents révoltants se sont produits en présence du commissaire de police, responsable de la sécurité de l'Aéroport International, ainsi des passagers et des gens venus accueillir leurs parents. Selon des sources concordantes, cet acte est jugé contraire aux principes internationaux de douane. Elles ont fait savoir que ce ne sont des produits importés par la Minustah qui jouit du statut diplomatique et bénéficie de l'exonération, mais en ce qui concerne l'importation privée de ces passagers aucun privilège ou immunité ne leur est accordé. Au moment de cette situation de panique d'autres passagers allaient arriver alors quand les agents douaniers avaient obtempéré et laissaient faire les militaires, compte tenu de l'état d'énervement dans lequel ils se trouvaient. Les passagers se sont également demandés ce que ces hommes pouvaient bien vouloir cacher en empêchant la vérification de leurs bagages.

# Installation d'un CTC contrée à Lamantin

Par Jackson Rateau

Le mardi 31 mai dernier, une délégation du Ministère de la Santé Publique et de la Population qui se rendait à l'ancien quartier général des VSN, situé dans la localité de Lamantin 54 pour y installer un Centre de Traitement de Choléra (CTC), a été brutalement chassée par un groupe d'anciens militaires démobilisés des FADH qui occupent le local.

L'opération a été empêchée de force par une équipe d'hommes, jeunes et vieux confondus. Ils se réclament être des membres de l'ex-Forces Armées d'Haïti (FADH).

Médecins, infirmières, techniciens de Santé, ont échappé de justesse à la violence inouïe de ces hommes en colère qui les ont contrés à coups de pierres. Beaucoup de voitures ont eu leurs vitres cassées au cours de cette échauffourée.

# L'épidémie de choléra dans le Plateau Central, 38 morts

Selon une correspondance de l'agence en ligne Alter Presse, en provenance du Haut Plateau Central, seulement pour le mois de mai, 38 personnes sont décédées de l'épidémie de choléra dans cette partie du département du Centre. Certaines d'entre elles n'avaient pas eu le temps d'atteindre l'Hôpital Sainte Thérèse de Hinche. Selon les responsables de l'hôpital, 51 personnes qui méritaient des soins intensifs d'urgence sont encore hospitalisées, 30 autres sont sous haute surveillance médicale. Tandis que, quotidiennement, beaucoup de gens, souffrant de diarrhée et de vomissements, sont admis à l'Hôpital Sainte Thérèse de Hinche à la recherche de soins d'urgence.

# Présentation de 12 bandits à la RTHN

Le soir du lundi 6 juin dernier, sur la chaîne de télévision d'état RTNH (Télévision Nationale d'Haïti), 12 bandits ont été présentés à la population par le commissaire de police de Pétion-Ville, Vanel Lacroix. Certains d'antre eux ont avoué avoir participé à des actes répréhensibles d'enlèvement, de vols, de viols et de meurtres.

Ces voyous ont été appréhendés dans le cadre d'une série d'opérations menées dans certains quartiers de la commune de Pétion-Ville. Ce coup de filet a permis à la police de récupérer 2 véhicules, 8 téléphones cellulaires, une moto et un revolver de calibre 38, a fait savoir le commissaire Lacroix.

« Nous avons procédé à l'arrestation de 12 bandits, opérant à Pétion-Ville et ses environs. Cinq parmi eux ont été arrêtés dans le cadre d'une opération de routine le week-end dernier, à Meyotte, BelleVille, Delmas 33, Croix des Bouquets, et Bon Repos. Ces 5 bandits répondent aux noms de Jean Claude Joseph, alias Dave, un évadé de prison qui s'était enfui lors de l'évasion de la prison centrale le 12 janvier 2010, alors qu'il était incarcéré pour vol de voiture et kidnapping. Nous avons appréhendé Leonard Frank, alias Wistid, Junior Altimé, Danger Jean Constant etc. Ces 5 voyous sont les auteurs d'un acte de kidnapping en mars dernier. En complicité avec Danger Jean Constant, beau-frère de l'homme d'affaire Jean Gasner Henarde, ils avaient organisé le scénario du rapt. En pleine nuit, ils



Le commissaire de police de Pétion-Ville, Vanel Lacroix

se rendirent dans le domicile à Pétion-Ville de l'homme d'affaire et l'ont enlevé. Ils l'ont libéré 2 jours après contre une rançon de 30 mille dollars US et 170 mille dollars haïtiens.

Au cours de cette même opération, nous avons saisi 2 véhicules, 8 téléphones portables, un pistolet calibre 38 et une motocyclette. Cette opération n'aurait été réalisée sans la vigilance de la population qui nous a renforcés. Ainsi, lui avons-nous demandé de nous aider à rattraper un évadé de prison du nom de Thomas ainsi connu, originaire de la Croix des Bouquets, opérant dans la zone tambour battant. Lui aussi avait participé activement dans le kidnapping de l'homme d'affaire Jean Gasner Henarde, aux côtés de Makenson Duperval qui est également un évadé de prison et qui fonctionne dans les environs des vestiges de la cathédrale de Port-au-Prince ».



Les 12 kidnappeurs présentés sur la chaîne de télévision d'état RTNH (Télévision Nationale d'Haïti)

# Gaillot Dorsainvil disparu, le Conseil Electoral amputé



Le président du Conseil Electoral Provisoire, Gaillot Dorsainvil

Le jeudi 2 juin dernier, des informations issues des sources combinées de la capitale haïtienne, font état de la disparition soudaine du président du Conseil Electoral Provisoire, Gaillot Dorsainvil qui se serait retiré en République Dominicaine.

Gaillot Dorsainvil qui est accusé de fraude électorale et par conséquent, mis à la disposition de la justice haïtienne, frappé d'interdiction de départ, a bénéficié lors de son voyage, de l'assistance d'un parlementaire de l'INITE, qui l'aurait aidé à traverser la frontière haitiano-dominicaine. Sur une requête du Parquet du Tribunal Civil de Port-Au-Prince, la 3e, il a été convoqué à comparaître par devant ce tribunal pour être entendu ; comparution vaine, peut être en raison de sa disparition.

Pour justifier l'absence de leur président, 3 conseillers électoraux dont Jacques Belzin, Léonel Raphaël et Anténor Guerrier ont évoqué la convalescence de Gaillot Dorsainvil.

Cependant, le sénateur de l'Artibonite, Youri Latortue informe que des invitations ont été lancées à l'ancien patron de la MINUSTAH, Edmond Mulet et le chef de OEA/CARICOM, Colin Ganderson. Mais, Pourquoi, en somme, cette invitation ou convocation ? Est-ce pour éclaircir le mystère du voyage du patron du CEP, donner des explications, faire de la démagogie ou quoi?

De son côté, le sénateur Moïse Jean Charles de la Plateforme INITE, accusé d'être le complice de la fuite du président du CEP, intervenu sur les ondes de la Radio Kiskeya samedi dernier, a nié toute implication de sa part dans la trâme. « Jamais je n'aurais agi de la sorte en faveur de quelqu'un au sujet duquel une investigation est menée. J'ai entendu la rumeur comme tout le monde. Je ne peux pas la confirmer. Mais, si c'est vraiment le cas, c'est tout a fait à déplorer », a déclaré le sénateur Jean Charles.

# Des crises plongent Martelly dans l'embarras

Par Yves Pierre Louis

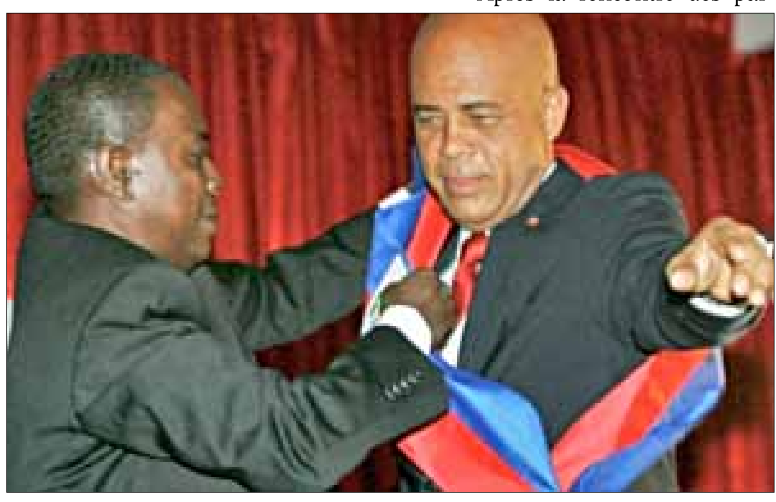
En dépit de la recrudescence de l'épidémie de Choléra, du début de la saison cyclonique, Haïti fait face à des crises aiguës qui sont la résultante de l'ingérence de la communauté internationale et de la politique de soumission aux forces dominantes du gouvernement de Préval/Bellerive. Le nouveau pouvoir populiste d'extrême droite de Michel Joseph Martelly, s'est empêtré dans des crises conjoncturelles, telles : celles découlées du faux amendement de la constitution de 1987, de la crise poste électorale issue des mascarades du 28 Novembre 2010 et du 20 mars 2011. Et, selon Martelly, comme il n'y a pas deux sans trois, elles ont donné naissance à une troisième crise, la ratification du Premier ministre désigné.

Ces trois crises conjoncturelles ont été évoquées par Martelly lors d'une conférence de presse donnée le mercredi premier Juin dernier, tout en déclarant : *« Tant que les crises ne sont pas résolues, j'ai les bras liés. » « Bra m pran nan moulen »*

Pour tenter de résoudre ces crises, une rencontre a eu lieu entre le groupe majoritaire au Parlement haïtien, reconnu sous le nom du Groupe des parlementaires du Renouveau (GRP) et l'ex-président René Préval à sa résidence, lundi 30 mai dernier pour essayer de dissiper des inquiétudes entourant la ratification du Premier ministre désigné par Michel Martelly. Cette rencontre qui a duré environ 6 heures de temps a débouché sur la formation d'une commission composée de 7 membres et présidée par le sénateur Joseph Lambert dont la mission principale est de rencontrer le président Martelly pour clarifier les points



Le sénateur Joseph Lambert



Le député de l'INITE, Sorel Jacinthe, président de la chambre des députés coiffant Martelly de l'écharpe présidentielle

litigieux entre le groupe majoritaire et le président Martelly sur l'approbation d'un nouveau chef de gouvernement, malgré les faux pas de Martelly.

Le coordonnateur de la Plateforme politique INITE, le sénateur Joseph Lambert, au lendemain de cette rencontre, le mardi 31 mai, a apporté des précisions au micro d'un journaliste d'une station de la capitale. Selon le sénateur du Sud'Est, l'INITE et le GRP ne constituent pas des éléments de blocage de la situation du pays. « *De même que le président Martelly, nous avons fait campagne sur la gratuité de l'éducation, et nous avons fait campagne sur la décentralisation. Aujourd'hui, le GPR a une seule et unique volonté : faire en sorte que les gens quittent les tentes, en aidant et en accompagnant l'Exécutif, en lui donnant les instruments légaux et les moyens financiers, à travers des lois, pour lui permettre de sortir les gens des camps.* » a-t-il fait savoir.

Après la rencontre des parlementaires du groupe majoritaire avec René Préval, qui semble avoir toujours eu le leadership de la plateforme INITE et de l'influence sur le GPR, la tension, parait-il, a baissé d'un cran entre le GPR et Martelly. René Préval a mis de l'eau dans le moulin des sénateurs et députés qui réclament à tort ou à raison le

*Suite à la page (15)*

Alors que la vérité sur le trucage éclate au grand jour :

# Les commanditaires internationaux des élections en Haïti avaient « trop investi » pour se désister

Par Dan Coughlin et Kim Ives
*(Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer)*

Les États-Unis, l'Union européenne, l'Organisation des Nations unies ont décidé d'appuyer les récentes élections présidentielles et parlementaires en Haïti, même s'ils savaient que le Conseil électoral provisoire (CEP), « *fort probablement de concert avec Préval* », avait imprudemment et injustement exclu le plus grand parti du pays, Fanmi Lavalas, d'après un câble secret de l'ambassade des É-U. daté du 4 décembre 2009, mis à la disposition d'*Haïti Liberté* par WikiLeaks.

Lors de leur réunion, à laquelle prenaient part les ambassadeurs du Brésil, du Canada, de l'Espagne et des É.-U., les bailleurs de fonds internationaux sont allés, en connaissance de cause, de l'avant avec le scrutin vicié vu que « *la communauté internationale a trop investi dans la démocratie en Haïti pour se désintéresser des prochaines élections, malgré ses [sic] imperfections* », selon les termes du représentant de l'Union européenne rapportés



L'ambassadeur des É.-U., Kenneth Merten et le président René Préval

dans le câble de l'ambassadeur des É.-U., Kenneth Merten.

Fanmi Lavalas (FL) est le parti de l'ancien président, alors en exil, Jean-Bertrand Aristide, kidnappé par une équipe de commandos SEAL de l›US Navy le 29 février 2004 et exilé en Afrique dans le cadre d›un coup d›État orchestré par la France, le Canada et les États-Unis.

Au cours de la réunion des bailleurs de fonds du 1er décembre 2009, cette question a tourmenté l'ambassadeur canadien Gilles Rivard, qu'« *un appui aux élections, telles qu'elles se présentent actuellement, pourrait être interprété par plusieurs en Haïti comme un appui à la décision de Préval et du CEP contre Lavalas* ». Il disait que le CEP avait manqué à sa promesse de « *reconsidérer l'exclusion de Lavalas* ».

« *Si c'est le genre de partenariat que nous avons avec le CEP à l'approche des élections, quel genre de transparence pouvons-nous attendre d'eux lors du déroulement du processus ?* » de demander Rivard.

À la lecture du câble, il est clair

*Suite à la page (15)*

Des câbles récemment divulgués par WikiLeaks révèlent que :

# des usines Levis et Hanes ont combattu, avec l'ambassade des É.-U., l'augmentation du salaire minimum en Haïti

Par Dan Coughlin et Kim Ives

Les propriétaires d'usines mandatées par Fruit of the Loom, Hanes et Levi's ont travaillé en étroite collaboration avec l'ambassade des États-Unis, lorsqu'ils se sont agressivement positionnés pour bloquer une augmentation du salaire minimum pour les travailleurs haïtiens de la zone d'assemblage, les moins bien rémunérés de l'hémisphère, selon des câbles secrets du Département d'État.

Les propriétaires des usines ont refusé de payer 62 cents l'heure, ou 5 $ par jour de huit heures, tel que prescrit par une mesure adoptée à l'unanimité par le Parlement haïtien en juin 2009. Les câbles secrets de l'ambassade des États-Unis, mis à la disposition d'*Haïti Liberté* par le groupe de défense de la transparence WikiLeaks, révèlent que, dans les coulisses, les propriétaires des usines jouissaient du ferme soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement internatio-



Thomas C. Tighe

nal (USAID) et de l'ambassade des États-Unis.

Le salaire minimum par jour était de 70 gourdes ou 1,75 $ par jour.

Les propriétaires des usines ont dit au Parlement haïtien qu'ils étaient prêts à accorder aux travailleurs une augmentation de salaire d'à peine 9 cents, soit 31 cents l'heure au total – 100 gourdes par

*Suite à la page (15)*

# La confrontation pour le salaire minimum aura contribué à la démission de Pierre-Louis



Michèle Pierre-Louis et Janet Sanderson

Par Dan Coughlin et Kim Ives
*(Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer)*

La question du salaire minimum à 5 dollars par jour a été déterminante pour la démission du Premier ministre Michelle Pierre-Louis en novembre 2009, a appris *Haïti Liberté* des câbles tirés de WikiLeaks.

Dans une note confidentielle dans un câble daté du 12 juin 2009, l'ambassadrice Janet Sanderson rapportait que Pierre-Louis "*me disait qu'elle a 'sans contredit' décidé de démissionner*" bien que "*n'ayant pas encore décidé de la date pour soumettre cette démission*".

Outre être "*de plus en plus frustrée et mise de côté par le président Préval*", Pierre-Louis "*s'interrogeait fortement sur les motifs du président dans la gestion du débat sur le salaire minimum, faisant noter que ce dernier avait rejeté les suggestions venant de toutes les parties pour en venir à une décision et apporter une réponse en signant la loi ou en faisant état de ses préoccupations*", de faire voir Sanderson. "*Elle croyait fermement que Préval utilisait cette question comme une manoeuvre préalable pour la sortir, même si en la matière elle a peu d'influence*".

Sanderson écrit que Pierre-Louis "*avait décidé qu'elle ne resterait pas dans le décor pour 'être un Jacques Édouard (Alexis),'*" son prédécesseur, qui avait été renvoyé par le Sénat en avril 2008 face aux émeutes de la faim à l'échelle nationale.

Pierre-Louis démissionnait finalement le 11 novembre 2009, un an et deux mois après son installation le 5 septembre 2008.

# Un fils du peuple égaré dans le camp de la bourgeoisie

## Le docteur Harrisson Ernest en tête-à-tête avec Cori David

**Par Fanfan La Tulipe**

Jeudi de la semaine dernière, à son émission «Tribunal du soir», sur les antennes de la Radio Signal FM, le docteur Harrisson Ernest, médecin psychiatre recevait un membre influent d'un certain «Secteur Populaire Progressiste», fervent partisan du président Martelly et dont le nom était – je crois – Cori David. Disons pour commencer qu'il nous avait semblé plutôt étrange d'entendre un jeune, un fils du peuple, membre d'une organisation populaire progressiste par surcroît, s'afficher de façon aussi ouverte en faveur d'un chef d'Etat au passé politique trouble, bien connu pour ses accointances avec l'extrême-droite macouto-duvaliériste et ses escadrons de la mort, trop bien connu pour ses préférences idéologiques en faveur de la politique néolibérale des Etats-Unis.

Assurément on n'aurait rien à redire d'un militant d'organisation populaire (OP) qui entretiendrait des relations de proximité politique avec tel membre de la bourgeoisie pourvu que ce dernier fût un progressiste authentique. Un Antoine Izméry, par exemple, qui avait d'excellents rapports politiques de solidarité avec le secteur populaire. Izméry qui n'avait pas arrêté de dénoncer la répression, les exactions et les violences commises par la clique Cédras-Michel François à l'endroit des masses prolétaires. Izméry qui a payé de sa vie, son courage, sa franchise, son honnêteté à dénoncer la collusion entre l'étranger et les forces antinationales, anti-peuple sévissant contre les descamisados des quartiers pauvres de Port-au-Prince et d'autres villes du pays.

C'est à se demander ce que Cori David est allé chercher dans la galère impériale-bourgeoise. Ce mariage *de paman*, cette alliance contre nature rappelle étrangement les années 2003 et 2004 lorsque des étudiants faisant le jeu de la macouto-bourgoisie pour déstabiliser le régime légitime en place pensaient, croyaient bêtement et béatement qu'un André Apaid Junior pouvait être un vrai allié social et politique, quelqu'un avec qui ils pouvaient franchement «fraterniser» de classe à classe. Hélas ! Certains ont pu bénéficier de petits avantages financiers d'occasion en attendant d'être lâchés par Apaid sitôt que ce dernier eut fini de se servir d'eux. Après le 29 février 2004, nombre de ces étudiants déclassés se sont mordu les pouces jusqu'au coude pour avoir été les stupides dindons des tractations et violences macouto-bourgeoises conduites par les Guy Philippe et l'infâme Groupe GNBiste des 184.

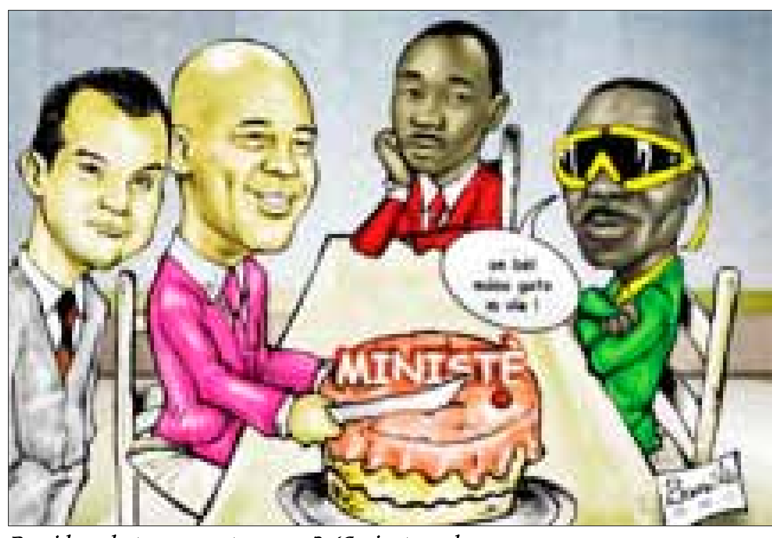
En fait, ce tête-à-tête entre Ernest et David a été intéressant à plus d'un point. En effet, le représentant d'organisation populaire exprimait sa ferme confiance de voir le président Martelly changer le cours des choses. Peu lui importait d'être au courant des comportements lubriques, lascifs, grossiers, obscènes de Martelly affublé par la critique du qualificatif de *vakabon*. Pire, il revendiquait de vouloir «essayer» ce *vakabon* : «*m fyè de vakabon m nan* !», avait-il même exprimé. D'autant que, selon lui, avant Micky le *vakabon,* les *save*, les politiciens à col, à faux-col et à bol (pour mendier) ont piteusement échoué. Le mec s'est bien laissé prendre, comme beaucoup de jeunes, au piège, de la propagande savamment orchestrée présentant Sweet Micky comme un homme «neuf», n'appartenant pas au «système», un outsider, un businessman en son genre capable d'impulser un changement social et économique réel au pays.

Quoiqu'égaré dans les rangs du camp bourgeois, quoique *egare pou boujwa a, pou boujwa yo*, «les plus capables», prêts à investir – hélas ! – dans le pays, notre fils du peuple a déjà commencé à se mordre les pouces d'avoir été trop prompt à flirter avec des éléments socio-politiques peu intéressés à sa classe sociale. En effet, il est en train de se rendre compte que depuis la prestation de serment du *vakabon*, certaines choses commencent à changer tout bonnement et vakabonnement. En effet, alors que pendant la campagne électorale lui et ses camarades progressistes avaient investi leur temps, leur enthousiasme, leur courage dans la campagne vakabonne du chanteur dévergondé, aujourd'hui, les fils du peuple, (progressistes, s'il vous plaît), se voient quasiment interdits d'accès auprès du président.

Durant la rencontre avec Harrison Ernest, Cori David concentrait sa fureur verbale particulièrement sur Daniel Supplice, sans doute un «sociologue averti» qui avait bénéficié de bourse duvaliériste pour étudier en Europe, mais qui après avoir courtisé assidûment et étroitement des fils du peuple (progressistes, il ne faut pas l'oublier) pour obtenir leurs votes, leur tournait le dos aujourd'hui, menant *vanmpanm* son train non pas de sénateur mais de proche conseiller politique du président *vakabon* travesti en chef d'Etat présentable. De toute évidence, David n'a pas retenu de ses lectures le proverbe «qui se ressemble s'assemble». Martelly ne pourrait sans doute pas avoir autour de lui, proches de lui ces trop remuants représentants des OP qui au moindre *akasan* sont prêts à siroter n'importe quel gouvernement de leurs manifs et sulfureuses revendications anti-néolibérales. Supplice, Rouzier, «Goliath» autour du président : oui. David : non. Trop *raz* pour côtoyer les gras bourgeois, les maigres petits-bourgeois, les peu fréquentables néobourgeois, bourgeois *grennsenk*, *boujwa wòwòt*, bourgeois en perte de vitesse et reprenant leurs activités en première vitesse, sans oublier les bourgeois déplumés en phase de replumage .

Il faut toutefois reconnaître que malgré ses nouvelles fréquentations contre nature, David faisait des «*revendications mas pèp la*» son propos majeur durant l'entretien avec Ernest. Il insistait aussi que le président (bien intentionné ?) puisse réellement mettre fin au système *paspouki*, au favoritisme, au clanisme, au «classisme», au mounnpatisme, au ticouloutisme, au bacouloutisme, au paspoukisme en usage dans les cercles politichiens, depuis l'époque où Jadis était caporal. Il faut reconnaître un élan de sincérité dans les propos de David qui ne doute pas un instant du Goliath impérial caché derrière le *vakabon* métamorphosé en chef d'Etat, après avoir été trop longtemps dans un si triste état. Il faut reconnaître l'honnêteté et l'innocence exprimées à travers les propos de David résolu à voir le pays avancer, à faire confiance au Grand Vakabon, au Grand Timonier, au Guide, au Rénovateur, au *Benefactor y Padre de la Patria nueva*. ¡ Viva *defen* Trujillo !

Alors que même dans son ingénuité David s'exprimait en terme de véhiculer les revendications de sa classe sociale réclamant un vrai changement, un abandon des pratiques sociales en cours, Harrison Ernest, Martellyste *anbachal* et même *anwochal*, comme le reste de l'équipe Signal FM (quoiqu'ils s'en défendent), s'ingéniait à discrètement tourner en dérision le fils du peuple et à douter de sa sincérité de classe. Les questions ou insinuations tendaient clairement à montrer que du côté de David il ne pouvait y avoir que l'intérêt matériel, terre à terre : « *eske w gen yon bagay w ap chèche* ?», comme quoi, à la manière des féodaux INITEistes du sénat, à la manière des bourgeois réclamant des franchises douanières sous Latortue, toute démarche de David dénonçant le clanisme de Supplice ne pouvait relever que du terre à terre. Plus loin Ernest demande à David :«*kisa egzakteman n ap chèche nan gouvènman an* ?» Le «*n'ap*» se rapportant aux membres de l'organisation populaire. Pour Ernest, subconsciemment, David et les siens ne peuvent être qu'à la recherche de chèques du gouvernement qui les sortent de leur précarité sociale et économique, pour qu'enfin ils puissent rouler en 4X4, déguster jambon, saucisson, poires et pommes, s'asseoir «comme du monde» (pour parler comme les canadiens) dans les restaurants chics de Pétion-Ville, comme les bourgeois, quoi ! *Poukipa* ? Et vive l'harmonie entre les classes sociales ! Ma grand-mère avait raison : oui, «on est risqué». Une autre question vient préciser la pensée du docteur :« *eske n ap mande ministè* ?» ravalant David au même niveau que tel sénateur INITEiste, au même rang d'un tonitruant Moïse Jean-Charles exigeant de Martelly (et de la bourgeoisie) leur tranche de gâteau.



*Prezidan, kot moso gato pa m ? (Caricature du journal Le Matin du 27 mai 2011)*

Quand David, agité, s'époumonne à dénoncer le clanisme (et l'ingratitude en fait) de Supplice et de certains membres de l'entourage du président *ki pa annafè ak pèp*, notre bon docteur devient menaçant :«*w ap batay kont mounn k ak prezidan an, kidonk kont prezidan an... eske strateji w la pap destabilize prezidan Martelly ?*». David s'en sort avec intelligence, sans surenchère, sans faux-fuyant, mais le doc ne le lâche pas d'un pouce : «*si prezidan an ap tande w la a, se pou l ta revoke Supplice*». David observe que lors de certaines virées et dévirées du président– par exemple, il est venu à pied pratiquement depuis Carrefour Feuilles jusqu'au Champ-de-Mars après avoir inauguré un marché– Supplice n'est pas autour du chef. Par contre au Karibe Center ou dans des situations politiques de pouvoir pur et dur la visibilité de Supplice est presqu'aveuglante. Ce à quoi Ernest répond que «*prezidan an gen* [*diferan*] *mounn pou pale ak diferan sektè*». Au demeurant, lorsque David veut faire passer l'idée qu'il défend le secteur populaire (progressiste), Harrison Ernest lui rétorque, mi-sérieux mi-sarcastique: «*pa gen* [*oun*] *mounn ki rele sektè popilè*». Humour noir de psychiatre.

Harrison Ernest ne s'embarrasse pas d'avancer que Martelly est en quelque sorte redevable auprès de supporters qui ont déboursé pour sa campagne électorale alors que les militants d'OP ont peu ou pas du tout contribué du point de vue financier. Quand David répond que le problème n'est pas à ce niveau, que les militants d'OP se sont dépensés pour « recruter» des jeunes pour voter en faveur de Martelly et qu'à ce titre la présidence devrait leur donner aujourd'hui une certaine considération, devrait les mettre à bord pour la pleine participation de tous les secteurs au «changement» annoncé, Ernest revient à la charge : *eske ou pap poze pwoblèm mounn ki gen kapasite ak mounn ki pa gen kapasite* ?» Mais David ne se laisse pas désarçonner encore moins intimider par ce représentant de la bourgeoisie. Alors, voyant l'acharnement de David à dénoncer le mounnpatisme de la bande à Supplice, Ernest lui inflige le supplice de le faire passer pour un «frustré» et même le lui demande à brûle-pourpoint :« *ou frustre* ?».

En dernière analyse, et à court de petites et grosses ruses psychologiques pour impressionner ou caponer David, notre docteur s'aventure sur un terrain dangereux, anachronique. En effet malgré les assertions répétées du militant OP à dire, clairement, qu'il défend et entend faire passer les «*revandikasyon mas pèp la*», Ernest *anbreye an bak* : «*eske w ap poze oun pwoblèm koulè* ?» et sitôt après : «*eske w ap poze kesyon moun ki genyen pa opozisyon ak moun ki pa genyen* ?» Pourtant David s'était clairement exprimé dans le même esprit qu'Acaau et Jacques Roumain. Mais le petit-bourgeois-bourgeois n'a pas pu retenir ses réflexes de classe : David le bolchevique, David cachant sous sa chemise de prolétaire-de-tous-les-pays-unissez-vous la faucille, le marteau et des coktails Molotov, l'image parfaite du dangereux *chimè* prêt à en découdre avec les heureux bourgeois. Ma grand-mère dirait : « *peyi ki gen koze, madanm…*»

Et fini l'entretien, alors que peut-être David n'avait même pas encore quitté les studios de la radio, le psychiatre Harrison Ernest, sans complaisance, condescendant, satisfait, se félicitait d'avoir offert à son interlocuteur «frustré» une psychothérapie, salutaire sans doute, gratuite pour sûr, qui le porterait à réfléchir sur quelques aspects dialectiques d'une certaine convivialité du secteur bourgeois. Il ne prendra pas trop longtemps à David – à moins de se laisser coopter et pervertir – pour faire l'expérience d'un proverbe haïtien (pas forcément savoureux): *nan batèm frize, nèg rive manje kaka chwal*.

# Inondasyon touye yon latriye moun nan Pòtoprens

Gwo lapli ki te tonbe lendi swa nan kapital peyi Dayiti touye yon dizèn moun nan Pòtoprens. Daprè yon bilan pwovizwa Direksyon Pwoteksyon Sivil la (DCP), 23 moun pou pi piti pèdi lavi yo nan Petyonvil Dèlma, zòn Kriswa ak Boudon. Plizyè dizèn moun blese, 6 moun disparèt, 13 kay efondre ak 500 fanmi sinistre.

Nan zòn Kafou, Sant-vil Pòtoprens lan, Dèlma, Sitesolèy, Lasalin, Pòtay-Leyogàn, Channmas, Boudon, Kanapevè elatriye plizyè kay inonde ak andomaje. Anpil nan viktim tranblemanntè yo 12 janvye a, k ap viv anba tant jouk jounen jodi a pase yon move nwit,dlo te anvayi yo anba tant yo nan zòn Channmas la, Kafou avyasyon Bisantnè, zòn Teyat nasyonal, Estad Sylvio Cator ak anpil lòt kote nan kapital la kouwè Dèlma ak Taba.

Lapli a kraze anpil wout ak pon nan kapital la, nan plizyè katye wout yo te prèske fèmen pou sikilasyon machin nan madi maten. Direktris Pwoteksyon Sivil la yo, Yolaine Surena fè konnen yo deja konte 23 kadav pou pi piti nan Pòtoprens, kote plizyè kay kraze ou inonde totalman. Nan zòn Kafou ak plizyè lòt kote moun yo se sou do kay yo te sètoblije monte pou dlo pa pote yo ale. Te genyen anpil glismann teren ki fè anpil dega nan kèk katye.

N ap raple nan depatman Sant peyi a, semen pase a te genyen 2 moun mouri nan inondasyon.

Pandan maladi Kolera ap touye Ayisyen pa pil ak pa pakèt nan prèske tout peyi a, nan koumansman sezon siklòn yo inondasyon koumanse ap touye ti malere yo nan peyi a. Kolera pran yon vitès san parèy nan 2 depatman peyi a, Lwès ak Sidès. Fado sa yo, Kolera ak inondasyon k ap fin touye pèp ayisyen an, se konsekans dirèk politik dominasyon ak eksplwatasyon kominote entènasyonal la ap enpoze Ayiti depi plis pase yon bon bout tan, ki pa janm pote okenn siksè pou pèp Ayisyen an. Se rezilta tou move jesyon anviwonnman peyi a, kote tout gouvènman ki pase nan tèt peyi a pa janm fè anyen pou pwoteje anviwonnman peyi a k ap fin degrade chak jou. Prèske tout kanal nan Pòtoprens bouche ak fatra, plastik ak tout lòt debri enpòte, kouwè vye machin. Lavi pèp ayisyen ekspoze ak tout kalte danje nan dènye jou sa yo pandan dirijan yo ki nan 2 pi gwo pouvwa Leta a ap kontinye plonje peyi a nan ilegalite pou defann enterè pèsonèl yo, kont enterè jeneral peyi a.



Yon moun anba yon tant pandan lapli ap tonbe



Lapli a kraze anpil tant

# Recrudescence de l'épidémie de choléra en Haïti

**Par Yves Pierre-Louis**

A la fin du mois de mai 2011 et avec l'arrivée de la saison cyclonique en Haïti, l'épidémie de choléra importée en Haïti par des soldats des forces d'occupation de l'ONU au cours de l'année 2010 continue à faire des milliers de morts. Actuellement dans plusieurs départements du pays, notamment les départements de l'Ouest, du Sud-Est et du Sud, la flambée de l'épidémie dépasse celle enregistrée au cours du mois de Novembre 2010.

Le dernier bilan de l'instance étatique chargée du contrôle du choléra, le ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP) est ainsi chiffré depuis le début de l'épidémie le 19 Octobre 2010 à 5,337 morts, 321,066 personnes infectées et 171,076 patients hospitalisés. Entre le 22 et 29 mai dernier, 2,584 personnes ont déjà été hospitalisées.

Dans le département du Sud-Est, les communes les plus touchées par la recrudescence actuelle de choléra sont : Anse-à-Pitre, Bainet, Côtes de Fer, Belle-Anse, Cayes/Jacmel, Marigot et la Vallée de Jacmel. Aux Côtes-de-Fer, les familles de victimes du Choléra ont déjà commencé à abandonner leur maison où les cadavres ont été laissés à pourrir. Le bilan ne cesse de s'alourdir : 3828 personnes ont été atteintes du Choléra, 296 en sont mortes dont 100 dans les unités de traitement du Choléra (UTC) et 196 autres dans les maisons familiales, de Janvier au mois de mai 2011, selon les autorités sanitaires de ce département. D'après un dernier rapport de la direction départementale du Sud'Est, les communes suivantes ont enregistré respectivement des cas de décès de l'ordre suivant : Marigot 66, Bainet 34, Thiotte 33.

Les autorités sanitaires de ce département ont présenté un plan stratégique impliquant les autorités locales, les centres de santé et les dispensaires à travers tout le département, leur permettant de collecter les chiffres sur la quantité de personnes atteintes du choléra et d'apporter une réponse urgente. Le directeur départemental du Ministère de la Santé publique du Sud'Est, le docteur Yves Gaston Delouche a fait savoir que l'arrivée de la saison cyclonique pourrait augmenter la propagation de l'épidémie de choléra dans ce département. Et, de plus les cellules d'urgence n'ont pas la possibilité de se rendre dans les zones difficiles d'accès pour voler au secours de la population victime dans les sections communales durement touchées par le choléra.

Dans le département de l'Ouest, particulièrement à Carrefour, dans les localités de Bwadyout et de Malanga à Petit-Goâve, dans les 9e et 10e sections communales des Palmes, l'épidémie de choléra apportée par la Minustah sévit dans ces localités. Selon les autorités locales Carrefour a connu des centaines de morts et des milliers de personnes infectées avec en moyenne plus de 300 cas par jour.

A Petit-Goâve, le directeur de la Radio Préférence FM rapporte : *« Les sections communales de Petit-Goâve ne sont pas épargnées par la recrudescence du Choléra à travers le pays. En effet, les 10e et 9e sections communales des Palmes de Petit-Goâve sont sévèrement touchées par le choléra. Seulement pour les deux sections, nous avons enregistré plus de 15 décès et plus de 190 paysans sont infectés. »* Pour échapper à l'infection du Choléra, certains habitants sont obligés de fuir certaine localité avec les membres de leur famille pour se refugier au centre-ville de Petit-Goâve. *« Il faut que les autorités centrales agissent vite en faveur des pauvres paysans de Petit-Goâve, en ouvrant des CTC dans les localités affectées. L'Hôpital Notre-Dame de Petit-Goâve a déjà reçu plusieurs cas de choléra »*, a lancé un habitant de la zone.

Au Plateau Central, le Centre du pays, où le Choléra a été originellement propagé par les casques bleus de l'ONU, l'absence d'un système d'eau potable et de latrines a provoqué une recrudescence de l'épidémie qui a déjà fait plusieurs milliers de morts. Pour le seul mois de mai 2011, 38 personnes sont décédées du Choléra dans plusieurs communes. A Mirebalais 10 personnes sont décédées, la section communale de Serrazin a connu 6 morts, alors qu'à Moléon, une section communale de Savannette, 6 autres personnes ont trouvé la mort entre le 17 et le 30 mai 2011. Des cas d'hospitalisation sont légions, au CTC, sis à l'hôpital de Sainte-Therese de Hinche, chef lieu de ce département, au moins 30 personnes infectées de choléra ont été quotidiennement enregistrées. Au CTC de Thomonde plus de 30 cas ont été admis chaque jour, sans compter des cas de décès abandonnés à la maison. Ces derniers jours, la flambée épidémique du choléra a pris une vitesse incontrôlable et incontournable dans divers département géographique d'Haïti.




**Il est évident que l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de cinq mille Haïtiens a été introduit en Haïti par les soldats des forces d'occupation de l'ONU en Octobre 2010**



**Selon les autorités locales Carrefour a connu des centaines de morts et des milliers de personnes infectées avec en moyenne plus de 300 cas par jour.**
*Photo by John Carroll*



*Les victimes de cette maladie méritent justice et réparation. De plus, les autorités de ce pays ne manifestent pas réellement la volonté d'éradiquer cette maladie endémique*

Les autorités centrales et les organismes internationaux tels : le ministère de la Santé Publique et de la population (MSPP), la Direction Nationale d'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) et OPS/OMS ont renouvelé leur volonté de tout mettre en œuvre pour faire face à la recrudescence de l'épidémie de Choléra dans le pays. Une structure multisectorielle de pilotage comprenant entre autres les Ministères de la Santé Publique, de l'Environnement, de l'Education et de l'Intérieur conjugue ses efforts en vue de la réduction de la flambée vertigineuse de Choléra en Haïti, selon le directeur général du MSPPP, du gouvernement démissionnaire du Premier ministre, Jean Max Bellerive, le docteur Gabriel Timothée.

L'un des responsables de l'OPS/OMS, Juan Carlos Alonzo, quant à lui a fait savoir que les organismes des Nations Unies en Haïti continuent de travailler avec les autorités haïtiennes pour les aider à mieux faire face à la montée en force du choléra. Selon lui, ces organismes comptent renforcer leur coopération avec le MSPP, particulièrement au niveau des centres de Traitement de Choléra (CTC).

Les représentants des organisations Non Gouvernementales (ONG) telles que: la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), les médecins Sans Frontières (MSF), l'OXFAM-Haïti et autres ont tous exprimé leurs inquiétudes face à la recrudescence de cette pandémie. Le coordonnateur des opérations de Choléra de la FICR en Haïti, Gerhard Tauscher a annoncé la réouverture d'un CTC à Carrefour feuille. *« La Croix-Rouge a intensifié son travail de prévention du Choléra pendant plusieurs mois en prévision de la saison des pluies. Mais avec plus de patients nécessitant un traitement urgent, nous devons maintenant rouvrir un centre de traitement de choléra à Port-au-Prince, s'assurant que les gens sont au courant du risque accru et que les mesures simples à prendre pour éviter la propagation de la maladie sont essentielles. »*

Le chef de mission de médecins Sans Frontières, Romain Gitenet quant à lui a déclaré : *« Depuis le 29 mai, en une semaine MSF a traité près de 2000 patients à la capitale et nous avons également été appelés à intervenir dans d'autres zones à l'intérieur du pays. La vigilance est toujours la meilleure protection. Les gens doivent être stricts au sujet de leur hygiène et boire de l'eau traitée. Dès les premiers symptômes, il est essentiel d'aller le plus rapidement possible dans un CTC. »* Le promoteur de la Santé publique pour l'Oxfam en Haïti, Miny Muisa Kambere, également en charge de l'évaluation du début de la flambée épidémique du choléra à Carrefour a lui aussi indiqué : *« La flambée épidémique actuelle du choléra dans la région de Carrefour est bien pire que celle enregistrée en novembre. A cette époque, il y avait un maximum de 900 cas de choléra signalés par semaine. Maintenant, plus de 300 nouveaux cas sont enregistrés chaque jour. »*

Il est évident que l'épidémie de Choléra qui a déjà tué plus de cinq mille Haïtiens a été introduit en Haïti par les soldats des forces d'occupation de l'ONU en Octobre 2010. Les victimes de cette maladie méritent justice et réparation. De plus, les autorités de ce pays ne manifestent pas réellement la volonté d'éradiquer cette maladie endémique. Les ONG en ont profité pour faire leur beurre dans la misère, la pauvreté et les douleurs des Haïtiens. La communauté internationale et ses organismes et/ou ses institutions internationales fomentent toujours des troubles et des crises en Haïti pour perpétuer leur domination et maintenir leurs forces occupantes sur la terre de Dessalines afin de continuer la politique d'humiliation de nos compatriotes de même qu'à tuer bon nombre d'entre eux allant dans le sens de leur volonté de diminuer la population au nom de la force et de la puissance impérialistes.

# Jean-Claude Duvalier et la commission interaméricaine des droits de l'homme

*Déclaration de la commission interaméricaine des droits de l'homme concernant le devoir de l'état haïtien d'enquêter sur les graves violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier*

1. Le 16 janvier 2011, Jean-Claude Duvalier, Président d'Haïti de 1971 à 1986, est rentré dans son pays après 25 ans d'exil en France. Le Gouvernement de Jean-Claude Duvalier s'est caractérisé par des nombreuses violations graves et systématiques des droits humains. Cette situation a été clairement établie par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (ci-après la « Commission interaméricaine », la « Commission » ou la « CIDH ») dans son Rapport sur la situation des droits de l'homme en Haïti, publiée en 1979[1], préparée à la suite de la visite d'observation in loco réalisée dans ce pays du 16 au 25 août 1978.

2. Au cours de cette visite, la CIDH a recueilli des informations sur la répression exercée par l'appareil de l'État, à la tête duquel se trouvait Jean-Claude Duvalier. À cet égard, la Commission a établi une liste de 151 personnes qui auraient été exécutées alors qu'elles se trouvaient privées de la liberté ou qui étaient décédées suite aux mauvaises conditions de détention. La plupart de ces décès se seraient produits dans les années 1975 et 1976. De même, la Commission a recueilli des témoignages sur la pratique d'exécutions extrajudiciaires à la prison de Fort-Dimanche ainsi que sur les conditions inhumaines de détention dans cet établissement pénitencier. Elle a constaté par ailleurs l'existence d'une pratique de détentions arbitraires et de tortures. D'autre part, elle a signalé concrètement des violations des droits aux garanties judiciaires, à la liberté d'expression, à la liberté d'association, de résidence et de circulation, à la nationalité et aux droits politiques. La CIDH a recommandé à l'État haïtien, entre autres, de « mener des investigations sur les responsables des nombreuses violations au droit à la vie et à l'intégrité physique et de les punir ».

3. Après le retour de Jean-Claude Duvalier en Haïti, la Commission interaméricaine a rappelé à l'État haïtien son devoir d'enquêter, de poursuivre, de punir et de remédier aux atteintes aux droits humains[2]. De même, le 28 mars 2011, la Commission a célébré une audience publique sur la situation d'impunité desdites violations. Au cours de cette audience, les représentants de l'État ont informé de la volonté d'Haïti de juger les violations des droits humains commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier, des enquêtes judiciaires ouvertes après le retour de Duvalier dans le pays et des difficultés que rencontre le système judiciaire haïtien pour mener à bien ces enquêtes. À cet égard, ils ont demandé l'appui technique de la communauté internationale, et en particulier, celui de la CIDH.

4. La Commission interaméricaine exprime sa satisfaction pour l'engagement des autorités haïtiennes à enquêter sur les graves violations des droits humains perpétrées sous le régime de Jean-Claude Duvalier et à punir leurs auteurs. En réponse à la demande d'assistance technique formulée publiquement par l'État haïtien et par des organisations de la société civile, la CIDH émet la présente déclaration afin de coopérer avec le système judiciaire haïtien avec l'enquête et la sanction des responsables de graves violations des droits humains perpétrées sous le régime de Jean-Claude Duvalier.

5. À continuation, la Commission fera référence aux obligations internationales d´Haïti en matière de droits humains. À ce sujet, la CIDH déterminera que les tortures, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées commises sous le régime de Jean-Claude Duvalier constituent des crimes contre l'humanité, lesquels sont imprescriptibles et ne peuvent pas faire l'objet d'une amnistie.



Baby Doc Duvalier, Président d'Haïti de 1971 à 1986, est rentré dans son pays après 25 ans d'exil en France le 16 janvier 2011


Jean-Claude Duvalier et Gracia Jacques en 1971

**I. LES OBLIGATIONS INTERNATIONALES D'HAÏTI DEVANT LE SYSTÈME INTERAMÉRICAIN DES DROITS HUMAINS**

6. Le 27 septembre 1977, la République d'Haïti a déposé son instrument d'adhésion à la Convention américaine relative aux droits de l'homme (ci-après la « Convention américaine »), qui est entrée en vigueur le 18 juillet 1978. Par conséquent, aux termes de l'article 276(2) de la Constitution d'Haïti, ce traité international fait partie de la législation haïtienne et abroge toutes les lois qui lui sont contraires[3]. De même, le 20 mars 1998, Haïti a reconnu la compétence obligatoire de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (ci-après la « Cour interaméricaine »).

7. De ce fait, le Pouvoir judiciaire haïtien, en tant que partie intégrante de l'appareil de l'État, est soumis à la Convention américaine et est tenu de veiller à ce que les effets des dispositions de la Convention ne soient pas restreints par l'application de lois contraires à son objet et à sa finalité. Ainsi, « le Pouvoir judiciaire doit exercer une sorte de 'contrôle de conventionnalité' entre les normes juridiques internes qui s'appliquent à des affaires concrètes et la Convention américaine relative aux droits de l'homme. Dans cette tâche, le Pouvoir judiciaire doit tenir compte non seulement du traité mais aussi de l'interprétation donné par la Cour interaméricaine, interprète ultime de la Convention américaine » [4].

8. D'autre part, selon le principe de droit international de la continuité de la responsabilité de l'État, indépendamment des changements de gouvernement, la responsabilité de l'État persiste pour les violations des droits humains commises par des gouvernements précédents[5]. La Cour interaméricaine, dans le premier arrêt rendu contre l'État haïtien, a réitéré la jurisprudence permanente selon laquelle « les conditions dans lesquelles se trouve un pays, quelque soit leur niveau de difficulté, ne sont pas des causes de justification pour que les États membres de la Convention américaine soient libérés de leurs obligations qui y sont consacrées »[6]. À ce propos, elle a établi que « les principes d'identité ou de continuité de l'État sont fondamentaux au moment de déterminer la responsabilité de [l'État], indépendamment de la conjoncture où se trouvait le pays au moment où se sont produites les violations alléguées des dispositions de la Convention américaine »[7].

9. Tel que fut établie par la CIDH et la Cour interaméricaine, l'obligation internationale des États d'enquêter sur les violations graves des droits humains et de les sanctionner est indépendante du fait que les actes se soient produits avant l'entrée en vigueur de la Convention américaine[8]. À cet égard, le devoir d'enquête et de sanction de l'État haïtien s'étend aux violations graves perpétrées avant le 18 juillet 1978, date de l'entrée en vigueur de la Convention américaine, et qui restent impunies. Pour sa part, la CIDH rappelle que les États membres de l'OEA ont, en outre, la responsabilité internationale de garantir les droits humains reconnus dans la Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, adoptée en 1948.

**II. L'IMPRESCRIPTIBILITÉ DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ**

10. Les crimes contre l'humanité ont été définis pour la première fois dans les Principes du droit international consacrés par le Statut du Tribunal de Nuremberg et dans les jugements de ce Tribunal de 1950. Ces Principes ont été adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies avant que ne commence le régime de Jean-Claude Duvalier en Haïti, ce qui confirme le statut de jus cogens qu'avait déjà l'interdiction des crimes contre l'humanité au moment où se sont produites lesdites violations graves aux droits humains en Haïti[9].

11. La Cour interaméricaine reconnaît le rôle déterminant joué par le Statut du Tribunal de Nuremberg dans l'établissement des éléments qui caractérisent un crime contre l'humanité. Sur cette base, le système interaméricain considère comme un crime contre l'humanité tout acte inhumain commis dans un contexte d'attaque généralisée ou systématique contre une population civile. Il suffit qu'un seul de ces actes illicites ait été commis pour que se produise un crime contre l'humanité[10]. Il s'agit de violations graves des droits humains qui portent atteinte à l'humanité toute entière et causent des dommages persistants à la société nationale et à la communauté internationale, violations qui exigent l'ouverture d'une enquête et le châtiment des responsables[11].

12. La Convention des Nations Unies sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité dispose clairement que ces actes illicites internationaux « sont imprescriptibles, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis ». La Cour interaméricaine a établi que les États qui n'ont pas ratifié ladite Convention, comme c'est le cas d'Haïti, ne peuvent pas pour autant ne pas respecter cette règle impérative étant donné que « l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité surgit en tant que règle de droit international général (jus cogens) qui n'a pas son origine dans cette Convention mais qui est reconnue dans celle-ci »[12].

13. Dans sa jurisprudence constante, la Cour interaméricaine a établi que « sont inadmissibles les dispositions relatives à l'amnistie, les dispositions relatives à la prescription et l'établissement de causes d'exonération de la responsabilité qui prétendent empêcher les enquêtes et la sanction des responsables des violations graves des droits humains, comme la torture, les exécutions sommaires, extrajudiciaires ou arbitraires et les disparitions forcées, toutes lesquelles sont interdites étant donné qu'elles enfreignent des droits non soumis à dérogation consacrés par le droit international relatif aux droits humains »[13]. De même, en ce qui concerne les crimes contre l'humanité, la Cour interaméricaine a signalé que « l'obligation d'enquêter et, le cas échéant, de juger et de sanctionner, acquiert une intensité et une importance particulières compte tenue de la gravité des délits commis et de la nature des droits qui ont été lésés »[14].

14. C'est pourquoi, il est clair que les tortures, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées sous le régime de Jean-Claude Duvalier constituent des crimes contre l'humanité qui ne peuvent pas rester impunis, qui sont imprescriptibles et que, comme on le verra plus loin, ne peuvent pas faire l'objet d'une amnistie [15]. Tous les obstacles qui pourraient empêcher de s'acquitter de l'obligation d'enquêter sur ces violations et d'en punir les auteurs, comme la prescription, la non-rétroactivité de la loi pénale, l'autorité de la chose jugée et le principe non bis in idem, doivent être éliminés par l'État, qui doit avoir recours à tous les moyens disponibles pour que l'enquête soit expéditive [16].

**A Suivre**

## New WikiLeaked Cables Reveal:

# Washington Backed Famous Brand-Name Contractors in Fight Against Haiti's Minimum Wage Increase

**by Dan Coughlin and Kim Ives**

The U.S. Embassy in Haiti worked closely with factory owners contracted by Levi's, Hanes, and Fruit of the Loom to aggressively block a paltry minimum wage increase for Haitian assembly zone workers, the lowest paid in the hemisphere, according to secret State Department cables.

The factory owners refused to pay 62 cents an hour, or $5 per eight-hour day, as a measure unanimously passed by the Haitian parliament in June 2009 would have mandated. Behind the scenes, the factory owners had the vigorous backing of the U.S. Agency for International Development (USAID) and the U.S. Embassy, show secret U.S. Embassy cables provided to *Haïti Liberté* by the transparency-advocacy group WikiLeaks.

The minimum daily wage had been 70 gourdes or $1.75 a day.

The factory owners told the Haitian parliament that they were willing to give workers a mere 9 cents an hour pay increase to 31 cents an hour – 100 gourdes daily – to make T-shirts, bras and underwear for U.S. clothing giants like Dockers and Nautica.

To resolve the impasse between the factory owners and parliament, the State Department urged then Haitian President René Préval to intervene.

"*A more visible and active engagement by Préval may be critical to resolving the issue of the minimum wage and its protest 'spin-off' -- or risk the political environment spiraling out of control,*" warned U.S. Ambassador Janet Sanderson in a June 10, 2009 cable to Washington.




**"200 Gourdes Immediately" reads the banner of demonstrators seeking a minimum wage hike, which the U.S. Embassy and sweatshop owners fought**

Two months later, Préval negotiated a deal with Parliament to create a two-tiered minimum wage increase – one for the textile industry at $3.13 (125 gourdes) per day and one for all other industrial and commercial sectors at $5 (200 gourdes) per day.

Still, the U.S. Embassy was not pleased. Deputy Chief of Mission David E. Lindwall said the $5 a day minimum "*did not take economic reality into account*" but was a populist measure aimed at appealing to "*the unemployed and underpaid masses.*"

Haitian advocates of the minimum wage argued that it was necessary to keep pace with inflation and alleviate the rising cost of living. As it is, Haiti is the poorest country in the hemisphere and the World Food Program estimates that as many as 3.3 million people in Haiti, a third of the population, are food insecure. Haiti had been rocked by the so-called "clorox" food riots of April 2008, named after hunger so painful that it felt like bleach in your stomach.

According to a 2008 Worker Rights Consortium study, a working class family of one working member and two dependents needed a daily wage of at least 550 Haitian gourdes, or $13.75, to meet normal living expenses.

The revelation of U.S. support for low wages in Haiti's assembly zones was

*continued on p(17)*

# Minimum Wage Fight Contributed to PM Pierre-Louis's Resignation

**by Kim Ives**

The minimum wage struggle was central to the resignation of Prime Minister Michelle Pierre-Louis in November 2009, *Haïti Liberté* has learned from WikiLeaked cables.

In a confidential June 12, 2009 cable, Ambassador Janet Sanderson reported that Pierre-Louis "*told me that she has 'unequivocally' decided to resign*" although "*she has set no date for submitting the resignation.*"

In addition to being "*increasingly frustrated and sidelined by President Préval,*" Pierre-Louis was "*highly suspicious of the President's motives in managing the minimum wage debate, noting that he has rejected suggestions from all sides to come to some decision and respond to the bill, by signing it or detailing his concerns,*" Sanderson reported. "*She strongly believes that Préval is using this issue as the proximate cause to maneuver her out, even though she has little influence on the matter.*"

Sanderson wrote that Pierre-Louis "*has decided that she won't stay around and 'be a Jacques Edouard (Alexis),'*" her predecessor who was dismissed by the Senate in April 2008 in the face nationwide food riots.




**Michelle Pierre-Louis (above) thought that President Préval was "managing the minimum wage debate... to maneuver her out," according to a WikiLeaked cable**

Pierre-Louis finally stepped down on Nov. 11, 2009, one year and two months after assuming the office on Sep. 5, 2008.

## As Rigging Came to Light:

# US, EU Backed Haitian Election, Deeming "Too Much Invested" to Pull Out

**by Dan Coughlin and Kim Ives**

The United States and other international donors decided to support Haiti's recent presidential and parliamentary elections despite believing that the country's Provisional Electoral Council (CEP), "*almost certainly in conjunction with President Préval,*" had unwisely and unjustly excluded the country's largest party, the Lavalas Family, according to a secret U.S. Embassy cable dated Dec. 4, 2009 provided by WikiLeaks to *Haïti Liberté*.

The meeting of representatives from the European Union and United Nations with ambassadors from Brazil, Canada, Spain and the U.S., decided to knowingly move ahead with the flawed polling because "*the international community has too much invested in Haiti's democracy to walk away from the upcoming elections, despite its [sic] imperfections,*" in the words of the EU representative, according to U.S. Ambassador Kenneth Merten's cable.

The Lavalas Family (FL) is the party of then-exiled former President Jean-Bertrand Aristide, who was kidnapped by a U.S. Navy Seal team on Feb. 29, 2004 and flown to Africa as part of a coup d'état that was supported by France, Canada, and the U.S..

This history made Canadian Ambassador Gilles Rivard worry at the Dec. 1, 2009 donor meeting that *"support for the elections as they now stand would be interpreted by many in Haiti as support for Préval and the CEP's decision against Lavalas."* He said that the CEP had reneged on a pledge to "*reconsider their exclusion of Lavalas.*"

"*If this is the kind of partnership we have with the CEP going into the elections, what kind of transparency can we expect from them as the process unfolds?*" Rivard asked.

The donors were concerned only about appearances in the case of the Lavalas exclusion, the cable makes clear. But they were mostly worried about strengthening "*the opposition*" (code for "*right-wing*") which, for them, Préval had "*emasculated.*" The EU and Canada therefore proposed that donors "*help level the playing field*" by doing things like "*purchase radio air time for opposition politicians to plug their candidacies.*" Otherwise, the right-wing "*will cease to be much of a meaningful force in the next government.*"

Such plans to brazenly meddle and play favorites in Haiti's sovereign electoral process presaged how Washington would forcefully intervene in the elections when they finally did take place on November 28, 2010, followed by run-offs on March 20, 2011.

Those interventions – primarily by the Organization of American States (OAS) or what Cuba calls Washington's "*Ministry of Colonial Affairs*" – assured the victory of pro-U.S. coup-cheerleader Michel "Sweet Micky" Martelly, 50, a former lewd *konpa* musician, despite a dramatically flawed, and often illegal, electoral process as well as an anemic voter turn-out.

Less than 23 percent of Haiti's registered voters had their vote counted in either of the two rounds, the lowest electoral participation rate in the hemisphere since 1945, according to the Washington-based Center for Economic and Policy Research.

Furthermore, the second round was illegal because the eight-member CEP could never muster the five votes necessary to ratify the first round results which Washington and the OAS imposed.

The December 2009 donor meeting took place just over a month before the Jan. 12, 2010 earthquake which would derail the elections originally planned for Feb. 28, 2010. When the polling was rescheduled, there was even more at stake, primarily how $10 billion of pledged earthquake aid would be spent and the future of the 11,500-strong UN military force that has occupied Haiti since the 2004 coup d'etat. The U.S. has been the most adamant in making a show election to keep a democratic face on the highly unpopular and costly military occupation, which now costs close to $1.5 billion annually.




**US Ambassador Kenneth Merten opposed the Lavalas Family's exclusion because it made the party look *"like a martyr."***

Ambassador Merten urged a minimal donor reaction to the FL's exclusion, saying they should just "*hold a joint press conference to announce donor support for the elections and to call publicly for transparency*" because ""*without donor support, the electoral timetable risks slipping dangerously, threatening a timely presidential succession..*"

His cable was classified "*Confidential*" and "*NOFORN,*" meaning "*Not for release to foreign nationals.*"

Merten had opposed FL's exclusion because, he wrote, the party would come out looking "*like a martyr and Haitians will believe (correctly) that Préval is manipulating the election.*"

The banning of the FL from the election "*for not turning in the proper documentation"* set the stage for Martelly to go up against another neo-Duvalierist candidate, Mirlande Manigat.

The election's low turn out has been ascribed to the futility of choosing between two unappealing candidates, a grassroots boycott campaign, and, primarily, popular dismay over the FL's exclusion, the very issue that gave rise to the December 2009 meeting.

Former President Aristide, who returned to Haiti from exile on Mar. 18, two days before the second round, drove the point home when he declared on his arrival: "*The problem is exclusion, the solution is inclusion.*"

Par Vinicius Mansur

# ENTRETIEN AVEC LA V
# LES PEUPLES INDIENS

*On parle souvent du Venezuela, mais rarement des communautés indiennes qui y vivent, ni de la politique du gouvernement d'Hugo Chávez vis-à-vis des peuples indiens. Cet entretien avec la vice-ministre pour les peuples indiens, Aloha Núñez, publié dans l'hebdomadaire brésilien Brasil de Fato (n° 428, 12-18 mai 2011), nous donne l'occasion d'apporter quelques informations sur ces deux points.*

*De passage au Brésil où elle assistait à une réunion de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), la vice-ministre du pouvoir populaire pour les peuples indiens du Venezuela, Aloha Nuñez a conversé avec Brasil de Fato des conquêtes et défis des peuples indiens de son pays durant le gouvernement d'Hugo Chávez, président depuis 1999.*

*Indienne de l'ethnie wayúu âgée de 27 ans, née à La Guarija dans l'État de Zulia, à quelque 900 km à l'ouest de Caracas, Aloha Núñez* a été coordinatrice d'une association d'étudiants indiens de l'Université de Zulia, dans le Maracaibo. Elle a aussi travaillé pour l'une des « missions » mises en place par le gouvernement *Chávez avant de rejoindre le ministère.*

**Vinicius Mansur** : Quelle est l'importance de la population indienne au Venezuela ?

**Aloha Núñez:** Selon le recensement effectué en 2001, nous sommes entre 2 et 3% de la population, c'est à dire un peu plus de 500 000 Indiens. Mais ces chiffres ne correspondent pas à la réalité car ce recensement n'a pas réussi à atteindre toutes les communautés. Et toutes les personnes indiennes ne se sont pas déclarées telles. C'étaient les débuts de la révolution et avant celle-ci, pas question de droit ni de reconnaissance pour les peuples indiens. Dire que l'on était indien provoquait le rejet. Aujourd'hui les choses sont différentes, il existe une Loi organique des peuples indiens, nous avons des droits. En 2001, le recensement faisait état de l'existence de 36 peuples indiens. À présent, 44 ont été reconnus ainsi que 2800 communautés indiennes contre 2400 à l'époque.

**Vinicius Mansur** : Y-a-t-il un mouvement indien organisé au Venezuela ?

**Aloha Núñez:** Oui, il existe plusieurs organisations indiennes tant au niveau régional que national. Chaque peuple ou tout du moins chaque région dispose d'organisations représentant leur État respectif. Au niveau national, il y a aussi des organisations comme le Conseil national indien du Venezuela, le Front indien Waike'puru ou la Confédération bolivarienne indienne du Venezuela.

**Vinicius Mansur** : Comment décrire la relation de ces mouvements avec la révolution bolivarienne ?

**Aloha Núñez:** La lutte des peuples indiens a commencé il y a très longtemps. C'est grâce à notre mobilisation sur tout le continent américain, quand commença la lutte pour les droits des peuples autochtones à l'ONU, quand la convention 169 de l'Organisation internationale du travail [qui garantit les droits des peuples autochtones] fut conquise, que les organisations indiennes acquirent une certaine visibilité. Ensuite vint la révolution. Avant d'être élu à la présidence, le commandant Chávez s'était engagé auprès des peuples indiens à faire tout ce qui était possible pour s'acquitter de la dette historique accumulée. La position d'ouverture du président vis-à-vis des communautés indiennes date des débuts de la révolution. Elle se manifesta à travers cet engagement et ensuite, dès son arrivée au pouvoir, quand il convoqua l'Assemblée constituante et y intégra la population indienne.




La vice-ministre Aloha Núñez, 27 ans, est une indigène Wayuu (état du Zulia)

**Vinicius Mansur** : Parlez-nous de ce processus.

**Aloha Núñez:** Des députés indiens prirent part à la Constituante et la nouvelle constitution contient un chapitre spécial pour les peuples et communautés indiennes. C'est un droit dont ils n'ont jamais joui auparavant. Il n'existait précédemment qu'un article qui promettait… « *l'intégration progressive des Indiens à la vie de la Nation* ». Ils n'étaient même pas reconnus comme faisant partie de la société ! Par conséquent, la Constitution bolivarienne de 1999 ouvrit toute grande la porte. Il y est établi que 3 députés indiens doivent être élus à l'Assemblée nationale pour les régions Sud, Orient et Occident. En outre, dans chaque municipalité indienne, il y a des conseillers municipaux indiens et dans chaque État où vivent des communautés indiennes, il y a des législateurs indiens.

Les peuples indiens ont la garantie de disposer d'un poste au moins dans chacun de ces espaces. Ensuite vint la création de la Loi de délimitation et de garantie de l'habitat et des territoires indiens. Suivirent la mission Guaicaipuro destinée à la prise en charge des besoins sociaux de ces populations ainsi que la promulgation de la Loi organique des peuples et communautés indiennes. Je ne connais pas d'autres pays ayant des lois reconnaissant autant de droits à ces populations, dépassant de fait les exigences de la convention 169 de l'OIT.



La population indienne du Venezuela

Par la suite a été créé le ministère du pouvoir populaire pour les peuples indiens avec, à sa tête, Nicia Maldonado, une Indienne yekuana de l'Amazonie. Ceci démontre sans aucun doute une réelle volonté politique. Dans les autres pays, il n'y pas de ministères indiens. Tout au plus des fondations dépendantes de l'État et qui bien souvent ne sont même pas dirigées par des Indiens. Par conséquent, on ne peut que constater l'importance de l'engagement du commandant Chávez envers les peuples indiens et des initiatives prises par ces derniers.

**Vinicius Mansur** : Où en est-on des délimitations de terres ?

**Aloha Núñez:** Elle se poursuit. Au Venezuela, la délimitation des terres est organisée à partir d'une demande des communautés ou à l'initiative de la Commission présidentielle nationale de délimitation qui se charge conjointement avec une commission régionale de l'étude des dossiers. Nous avons déjà remis 40 titres de propriété collective mais il y a encore beaucoup à faire. Ces titres sont accompagnés d'un plan d'appui afin de fournir tous les outils nécessaires pour arriver à l'autosuffisance de ses communautés qui, par la suite, pourront, à leur tour, aider le pays.

**Vinicius Mansur:** Existe-t-il une politique de promotion de la culture indienne ?

**Aloha Núñez:** La Loi reconnaît les langues indiennes comme langues officielles. Dans les écoles des communautés indiennes, les cours sont donnés dans les langues locales. Avant, tout était donné en espagnol. Dans les villes où réside une population indienne, il doit y avoir au moins un enseignant chargé d'impartir soit les cours en langue indienne soit ce qu'on appelle l'éducation interculturelle bilingue. Par ailleurs, nous comptons également sur une Loi sur l'artisanat indien.

**Vinicius Mansur** : Aujourd'hui, quelles sont les principales revendications des peuples indiens ?

**Aloha Núñez:** Mener à bout le processus de délimitation des terres. Ceci est une revendication qui existe sur tout le continent. Pour nous, il s'agit d'une priorité et le président Chávez a beaucoup insisté là-dessus. D'autre part, nous ne pouvons nier que nous avons encore des communautés en grande précarité qui demandent une assistance gouvernementale permanente. À cet effet, nous avons créé un système de coresponsabilité entre les communautés et l'État afin que les peuples assument un rôle actif dans le dépassement de leurs difficultés, en se libérant eux-mêmes de la misère et de l'analphabétisme pour atteindre le « bonheur social suprême » comme le disait déjà notre libérateur Simón Bolivar. Un nombre important de nos communautés indiennes n'a pas encore réussi à obtenir cette libération. Quelques-unes y sont arrivées. Nous vivons un processus révolutionnaire mais nous ne pouvons pas réparer miraculeusement le mal causé par 500 ans d'invasion, d'extermination et d'éducation perverse qui imposa l'image de l'Indien idiot, alcoolique et dangereux. Nous nous trouvons dans cette phase où il nous faut remplacer l'ancienne vision par une nouvelle.

**Vinicius Mansur** : Existe-t-il des conflits entre les communautés indiennes et l'État au sujet de grands projets gouver-

# VICE-MINISTRE POUR
# S DU VENEZUELA



Le président vénézuélien Hugo Chavez, avec le costume traditionnel des aborigènes de son pays



Chavez  visitant les aborigènes de son pays



Une famille indienne au Venezuela



Poblation du Delgado Chalbaud à L'amazonie, Venezuela



Le cacique Sabino Romero



La vice-ministre Aloha Nuñez au micro accueillie par la communauté sioux (Dakota) dans le cadre de l'aide en gasoil de chauffage du gouvernement d'Hugo Chávez aux communautés indiennes des États-Unis

nementaux d'exploitation des ressources naturelles ?

**Aloha Núñez:** Oui. Mais au Venezuela nous respectons la convention 169 de l'OIT qui prévoit le consentement libre des communautés. Par conséquent, chaque fois qu'un projet doit être réalisé dans une communauté indienne, celle-ci doit être consultée et informée au préalable. Si les communautés émettent des doutes, il est nécessaire de dialoguer afin de les éclaircir et de renoncer à la réalisation d'un projet si celle-ci s'y oppose.

**Vinicius Mansur** : L'État a-t-il déjà renoncé à la réalisation d'un projet ?

**Aloha Núñez:** Une fois, il y a quelque temps déjà. Il s'agissait de concessions pour l'exploitation du charbon en territoire yukpa. Les Indiens étaient contre le projet et ayant été informé de leur plainte, le président Chávez organisa un meeting avec plus de 2000 travailleurs du secteur pétrolier et annonça qu'il n'y aurait pas de concessions. Et en effet, il n'y a pas eu de concessions. Cette histoire fut très controversée car certaines ONG disaient que nous ne voulions pas délimiter les territoires yukpa. Ils espéraient gagner une certaine autonomie après la délimitation. Dans ce cas, l'action des ONG a poussé la communauté à critiquer et même à expulser un dirigeant, le camarade Sabino Romero. Les ONG l'utilisaient comme porte-parole unique des Indiens, transformant la lutte de toute une communauté en lutte personnelle. Ces ONG disaient de Sabino Romero qu'il était le cacique des caciques, le plus combatif de tous. Mais, quand vous parlez avec les membres de la communauté, ils vous disent que ce n'est pas vraiment cela, que les ONG organisaient des assemblées avec un seul cacique, pas avec tous. En assemblée, la communauté a fini par déclarer une ONG persona non grata.

**Vinicius Mansur** : Quelle est la situation de ce cacique aujourd'hui ?

**Aloha Núñez:** Une des conséquences du conflit fut l'affrontement entre deux communautés indiennes et leurs leaders. Sabino Romero et un autre camarade. Il y a eu un échange de coups de feu entre les deux camps et 3 personnes ont perdu la vie. À la suite de ses assassinats, Sabino Romero et Alexander Romero furent arrêtés. C'est alors que les ONG commencèrent à les qualifier de « prisonniers politiques ». Un procès est en cours. Il est important de souligner que ce sont les propres Yupka qui ont décidé que Sabino Romero devait être jugé par la justice ordinaire. Selon la loi yukpa, l'assassinat d'un membre de la communauté est puni de mort. Nous nous trouvons dans un processus de transformation pour ne plus en arriver à de tels extrêmes. C'est pourquoi la communauté décida, lors d'une assemblée qui fut même télévisée, qu'il fallait le livrer à la justice ordinaire. Ceci aida à la compréhension de la situation car tout le monde avait tendance à victimiser Sabino Romero. Aujourd'hui il est en liberté conditionnelle. La communauté dit qu'elle ne veut plus de Sabino, lui réplique qu'il pourrait y avoir des morts si on lui interdit de revenir. Ceci préoccupe le gouvernement car nous ne voulons pas d'affrontement entre Yukpa.

**Vinicius Mansur:** L'État reconnaît-il la justice indienne ?

**Aloha Núñez:** Oui. La Constitution et la Loi organique des peuples et communautés indiennes reconnaissent la justice traditionnelle. Mais il reste des zones d'ombre. Les lois indiennes sont faites à travers l'assemblée communautaire. Certaines choses doivent être normalisées : la peine de mort n'existe pas au Venezuela et jamais nous ne l'appuierions. Chaque communauté a ses particularités et nous les étudions afin de garantir qu'aucune n'applique des peines qui violent les droits humains.

**Brasil de Fato** n° 428, 12-18 mai 2011.

**Traduction de Yerko Ivan, pour Dial (Diffusion d'information sur l'Amérique latine) – D 3154.**

**La revolución ViVe 28 mai 2011**

# Espagne : les élections et le mouvement révolutionnaire

Par Alan Woods

Ces huit derniers jours, des centaines de milliers d'Espagnols sont descendus dans les rues. Dans de nombreuses villes du pays, les places ont été le théâtre de grands rassemblements. Les manifestants protestent contre le chômage de masse et la politique d'austérité du gouvernement. Les « experts » pro-capitalistes ont été complètement pris par surprise. Ils disaient la jeunesse apathique et apolitique.

Pendant des années, les gens ont fait preuve de patience. Ils ont subi en silence les contre-réformes mises en œuvre par les gouvernements successifs. Cela créait l'impression que le peuple était passif et indifférent à la politique, en particulier la jeunesse. Mais en réalité, cette indifférence ne concernait que les partis politiques existants – et non la politique en soi.

Il a fallu une grave crise économique pour que la colère remonte à la surface. Cette colère s'accumulait de longue date. Les observateurs bourgeois ne la voyaient pas, car ils ne regardent que la surface de la société. Ils sont incapables d'analyser les contradictions et les processus à l'oeuvre dans les profondeurs du pays.

Du jour au lendemain, la prétendue indifférence s'est transformée en son contraire. Un nouveau type de politique est apparu : la politique de la rue. Les messieurs-dames du Parlement en sont horrifiés, car ils se considèrent comme les représentants suprêmes de la Nation. Mais la véritable Nation n'est pas au Parlement. C'est la classe ouvrière et la jeunesse d'Espagne.

**Un « conflit de génération » ?**

Le mouvement a gagné plus de 150 villes du pays. C'est un appel au changement, un cri d'indignation de gens qui sentent que personne ne les représente et ne les écoute. Ils ne manifestent pas seulement contre le gouvernement, mais contre le système et toute la classe politique qui le soutient.

Place Puerta del Sol, à Madrid, les jeunes révolutionnaires veulent maintenir l'ordre pour éviter les accusations d'« anarchie » et de « hooliganisme ». Il y a une crèche, une espace pour la cuisine et même, semble-t-il, un potager. Les organisateurs exhortent les manifestants à éviter toute confrontation avec la police. Ils s'efforcent de décourager la distribution et la consommation d'alcool. Une pancarte affirme : « C'est une révolution, pas un apéro géant ». Des balais ont été distribués pour nettoyer la place. Mais il faudra de beaucoup plus gros balais pour nettoyer les écuries d'Augias du régime politique capitaliste.

Le mouvement a commencé par la jeunesse. Naturellement ! C'est la jeunesse qui est la première victime de la crise du capitalisme. Son avenir est bouché par ce système pourrissant. La jeunesse n'a rien à perdre et, par la lutte, tout un monde à gagner. Et elle est prête à se battre.

Mais le mouvement est loin de se limiter à la jeunesse. Contrairement à ce que certains cyniques ont affirmé, il ne s'agit pas d'un « conflit de générations ». Ce n'est pas une lutte entre jeunes et vieux. C'est l'expression d'un mécontentement général, qui touche toutes les générations, contre le chômage de masse, la corruption généralisée et la soumission de la politique aux marchés financiers.

Vendredi soir, plus de 30 000 personnes se sont rassemblées à Puerta del Sol, au coeur de Madrid. C'était la réponse à une tentative du gouvernement d'interdire les manifestations. Une loi espagnole interdit les manifestations la veille d'une élection, pour permettre un « jour de réflexion ». La loi était censée s'appliquer à minuit, vendredi, mais les manifestants l'ont défiée et les autorités n'ont rien pu faire. Ces jours-ci, le peuple espagnol réfléchit comme jamais à l'état de la société. Et non seulement il réfléchit, mais il agit pour en finir avec cette situation intolérable.

En début de semaine, le gouvernement s'apprêtait à disperser les rassemblements. Mais plus on s'approchait du vendredi soir, plus le Vice-président Alfredo Perez Rubalcaba manifestait son indécision. Il avait d'abord prévenu que « la loi s'appliquerait ». Mais il a fini par déclarer que « la police ne va pas résoudre un problème en en créant un autre ». Quel est cet « autre problème » que redoutait Rubalcaba ? La possibilité qu'une dispersion du rassemblement par la force provoque une explosion sociale. En conséquence, les policiers n'ont pas essayé de disperser le rassemblement. Les manifestants ont montré qu'aucune loi ne peut résister au pouvoir des masses, dès qu'elles se mobilisent.

**Un virage à droite ?**

Les élections de dimanche ont été marquées par une complète débâcle des socialistes, notamment en Catalogne et en Andalousie, leurs deux plus importants bastions. Immédiatement, des pessimistes ont déclaré que ces résultats indiquent un « tournant à droite » dans l'opinion. Ils se plaignent du « faible niveau de conscience des masses ». Ces gens sont toujours prêts à blâmer la classe ouvrière pour leur propre impuissance. Ils ne comprennent rien au processus réel à l'œuvre dans la société.

En réalité, ce résultat électoral était prévisible. La politique du réformisme ne survit jamais à la crise du capitalisme. Dès que la classe dirigeante fait claquer son fouet, les dirigeants socio-démocrates s'exécutent avec ferveur. Et dans leur empressement à sauver le système capitaliste, ils en oublient toutes les réformes et se livrent à une politique de contre-réformes.

Les travailleurs peuvent comprendre le réformisme qui mène des réformes. Mais ils ne peuvent pas comprendre le réformisme qui ne mène aucune réforme – mais, au contraire, impose des contre-réformes, des coupes budgétaires et une politique d'austérité. Cela provoque déception et désillusion parmi les salariés, qui punissent le gouvernement en s'abstenant. Par ailleurs, cette politique de contre-réformes discrédite l'idée du « socialisme » aux yeux des masses. De façon démagogique, la droite déclare : « vous voyez où la gauche vous a menés ? Elle a mis le pays à genoux ».

Les travailleurs espagnols ont infligé un vote de défiance au gouvernement socialiste, qui s'était soumis aux dictats des banquiers et des capitalistes. On ne peut pas vraiment parler d'une victoire de la droite, bien qu'elle ait formellement remporté le scrutin. Elle fait à peine 2 % de plus qu'en 2007 (en mobilisant les classes moyennes sur les thèmes du terrorisme, de l'immigration, etc.). En revanche, le PSOE a perdu 4,5 millions de voix. Ces élections n'ont pas été gagnées par le PP, mais perdues par le PSOE. Des millions d'Espagnols se sont abstenus ou ont voté « blanc ».

**Quelle voie pour la gauche ?**

Le même phénomène se répète à travers l'Europe. Depuis le début de la crise, tous les gouvernements ont subi des défaites électorales – sans pour autant que la gauche communiste ou ex-communiste progresse dans les mêmes proportions. Il faut se demander pourquoi. Par le passé, les Partis Communistes auraient été les premiers bénéficiaires d'un effondrement du vote socialiste. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Cayo Lara, le dirigeant de la Gauche Unie (une coalition qui comprend le PC espagnol) a appelé à rejoindre et soutenir les manifestations. C'est à mettre à son crédit. Par ailleurs, la Gauche Unie a recueilli 200 000 voix de plus qu'en 2007. Cela indique un potentiel. Mais la question demeure : pourquoi la Gauche Unie n'a pas remporté davantage de sièges ?




**La révolte de la jeunesse espagnole est un avant-goût de grands événements qui transformeront toute la situation**

Depuis de nombreuses années, en Europe, les dirigeants de la plupart des Partis Communistes se sont efforcés d'apparaître « respectables ». Ils ont abandonné toute référence au socialisme et à la révolution. Dans bien des cas, ils ont même renoncé au nom de Parti « Communiste ». Ils ont fait de leur mieux pour ressembler aux socio-démocrates. En conséquence, la masse des travailleurs a fini par ne plus très bien les distinguer. Ce n'est pas un hasard si la Gauche Unie a reculé dans les villes où elle participait à une coalition avec le PSOE.

Les travailleurs et la jeunesse peuvent comprendre qu'un petit Parti Communiste se présente aux élections et y mène campagne sur un programme clairement communiste. Mais les travailleurs sont des gens pragmatiques. S'ils font face à deux partis « de gauche » aux programmes sensiblement identiques, ils voteront pour le plus grand des deux – au détriment du plus petit. On a vu cela en Italie, en France et en Espagne.

Il faut dire la vérité. Les événements ont pris par surprise les dirigeants de la Gauche Unie. Nombre d'entre eux se sont laissés contaminer par le virus du scepticisme. Ils ont perdu confiance dans la capacité de la classe ouvrière à changer la société. Ils ont renoncé à toute perspective de transformation socialiste de la société – au profit des politiques du « changement graduel », du « réalisme » et du « pragmatisme ».

Trop de membres de la prétendue « avant-garde » sont convaincus que la révolution socialiste est impossible. Ils s'efforcent de convaincre la jeunesse que le communisme est une utopie, qu'il faut être prudent, ne pas aller trop loin, trop vite – et ainsi de suite. Ils s'imaginent en savoir plus que les jeunes parce qu'ils ont perdu leur flamme révolutionnaire. Comment de tels individus pourraient-ils inspirer la jeunesse, lui transmettre l'enthousiasme et la confiance nécessaires ?

A la nouvelle couche de jeunes militants, il faut indiquer la seule voie possible : celle de la révolution socialiste. Il faut renouer avec les idées authentiques du communisme, les idées de Marx et de Lénine. Sur cette base – et sur cette base seulement – les communistes pourront trouver un terrain et un langage communs avec les nouvelles générations qui veulent lutter contre le capitalisme, et qui ont besoin d'idées, d'une stratégie et d'un programme clairs.

**Et maintenant ?**

Il est probable que ce mouvement refluera temporairement. Ce que ses organisateurs considèrent comme son point fort – son caractère spontané – est aussi son point faible. Pour aller plus loin, il doit être organisé et armé d'un programme révolutionnaire, ainsi que d'une perspective scientifique. Surtout, il doit être fermement lié au mouvement ouvrier, qui seul peut radicalement transformer la société.

Les élections ont indiqué un rejet massif de la politique économique du gouvernement socialiste. José Luis Rodríguez Zapatero a déclaré qu'il avait payé cette politique « au prix fort ». Mais les millions de chômeurs espagnols en payent un prix encore plus élevé. Zapatero a exclu d'organiser des élections anticipées et déclaré qu'il « travaillera à consolider la reprise ». Autrement dit, il poursuivra sa politique réactionnaire. Pour le PSOE, c'est le meilleur moyen de perdre les élections générales de 2012.

Après la Grèce, l'Irlande et le Portugal, l'Espagne apparaît comme le prochain maillon faible du capitalisme européen. Par crainte d'une contagion à toute l'Europe, le FMI demande que les banques soient renflouées au moyen de nouvelles coupes drastiques dans les budgets publics (hôpitaux, écoles, retraites, etc.) Si le PP l'emporte, en 2012, il appliquera cette politique dès le premier jour, avec une énergie redoublée. La démagogie du PP apparaîtra aux yeux de tous au fur et à mesure que la crise économique s'aggravera. Les classes moyennes découvriront que les choses sont encore pires avec le PP qu'avec le PSOE. Les mobilisations de la jeunesse s'intensifieront. Et les travailleurs qui hésitaient à se confronter à un gouvernement socialiste n'auront plus aucun cas de conscience face au PP.

Les capitalistes les plus avisés considèrent l'avenir avec beaucoup d'inquiétude. En Espagne, ils poussent Zapatero à rester au pouvoir. Ils comprennent qu'un gouvernement du PP ouvrira une phase de lutte aiguë entre les classes. Ils préfèrent reporter cette échéance et, d'ici là, presser Zapatero comme un citron. Mais de leur côté, les dirigeants du PP veulent le pouvoir et demandent des élections anticipées. Cinco Dias, un quotidien économique espagnol, a demandé aux dirigeants du PP de ne pas révéler les dettes des municipalités qu'ils ont conquises, de peur de provoquer une panique des marchés.

Une intensification de la lutte des classes est à l'ordre du jour. Hans Jörg Sinn, l'un des principaux analystes économiques allemands, évoque la perspective d'une guerre civile en Grèce. Cela vaut également pour l'Espagne et pour d'autres pays du sud de l'Europe. A travers leur expérience, les travailleurs redécouvriront leurs traditions révolutionnaires. La révolte de la jeunesse espagnole est un avant-goût de grands événements qui transformeront toute la situation.

**La Riposte 24 mai 2011**

# Etats-Unis : ses bombes et sa guerre permanente contre le système de santé Cubain




**Les médecins Cubains se voient aussi refuser des visas pour assister à des conférences sur l'Anesthésie et la Réanimation qui se déroulent aux Etats-Unis**

**Par William Blum**

Lorsqu'ils ont bombardé la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, El Salvador et le Nicaragua, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils ont bombardé la Chine, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba et le Congo, je n'ai rien dit, je n'étais pas au courant.

Lorsqu'ils ont bombardé le Liban et la Grenade, je n'ai rien dit, je n'y comprenais rien.

Lorsqu'ils ont bombardé le Panama, je n'ai rien dit, je n'étais pas un trafiquant de drogue.

Lorsqu'ils ont bombardé l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Yémen, je n'ai rien dit, je n'étais pas un terroriste. Lorsqu'ils ont bombardé la Yougoslavie et la Libye pour des raisons « humanitaires » je n'ai rien dit, cela avait l'air d'être une bonne raison.

Quand ils sont venus me bombarder, il n'y avait plus personne pour me défendre. Aucune importance, puisque j'étais mort. (1)

**Les Cibles**

C'est devenu un cliché que d'accuser les Etats-Unis de choisir comme cibles les gens de couleur, ceux du tiers-monde ou les musulmans. Mais il ne faut pas oublier qu'une des plus longues campagnes de bombardement américaines féroces des temps modernes – pendant 78 jours consécutifs – fut menée contre les habitants de l'ex-Yougoslavie : blancs, européens et chrétiens. Les Etats-Unis sont pour l'égalité des chances, lorsqu'il s'agit de bombarder. Les seules conditions requises pour devenir une cible sont : a) constituer un obstacle - n'importe lequel – à la volonté de l'Empire Américain ; b) être virtuellement sans défense contre les bombardements aériens.

**Les Survivants**

« Nous ne voyons jamais le feu et la fumée, nous ne sentons jamais l'odeur du sang, nous ne croisons jamais les regards terrorisés des enfants dont les cauchemars seront désormais hantés par des missiles hurlants tirés par les terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains » (2)

La NASA a annoncé une nouvelle mission spectaculaire, le lancement d'une fusée qui voyagera pendant 4 ans pour se poser sur une astéroïde où elle prélèvera un peu de poussière de la surface et ramènera sa précieuse cargaison sur la Terre, où des scientifiques l'examineront pour trouver des indices sur les origines de la vie. Une véritable histoire de science-fiction. Cela dit, à titre personnel je considérerais comme une prouesse bien plus grande pour l'humanité la possibilité de mettre fin à tous les bombardement américains et à toutes leurs guerres, et inculquer un peu d'humilité à la Sainte Trinité – les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – qui ne reconnaissent aucun pouvoir supérieur et qui croient qu'ils ont littéralement le droit de faire partout dans le monde ce qu'ils veulent, à qui ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, et de qualifier leur action d'un nom choisi au hasard, « humanitaire » par exemple.

La chute de l'Empire Américain offrirait un nouveau départ pour le peuple américain et le monde qui souffrent depuis si longtemps.

Au mois de janvier (2011), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a cru bon de saisir 4,2 millions de dollars alloués à Cuba par les Nations Unies dans le cadre du Fonds Global de lutte contre le Sida, la Tuberculose et la Malaria, pour le premier trimestre 2011.Le fonds des Nations Unies est un programme d'un montant de 22 milliards de dollars par an et destiné à combattre ces trois pandémies mortelles dans 150 pays. (3) «Cette politique mesquine, » a déclaré le gouvernement cubain, « vise à saper la qualité des services fournis à la population cubaine et à bloquer l'assistance médicale dans plus de 100 pays fournie par 40.000 travailleurs de la santé cubains. » La majorité des fonds sont consacrés à importer des médicaments onéreux contre le SIDA, où le traitement antirétroviral est fourni gratuitement à quelques 5.000 malades du SIDA. (4)

Les Etats-Unis voient le système de santé cubain et la solidarité engagée par la Havane comme un moyen pour Cuba de se faire des amis et des alliés dans le tiers-monde, particulièrement en Amérique latine. C'est une situation en total contradiction avec la politique américaine qui a longtemps consisté à isoler Cuba. Ces dernières années, les Etats-Unis ont tenté de contrer le succès international remporté par les Cubains en envoyant le navire US « Comfort » dans la région. Equipé de 12 blocs opératoires et de 1000 lits, l'ancien pétrolier reconverti a effectué des centaines de milliers d'interventions chirurgicales gratuites dans les pays comme Belize, le Guatemala, le Panama, El Salvador, le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Nicaragua et Haïti.

Mais les accostages du navire « Comfort » ont peu de chances de renforcer l'influence de l'Amérique sur le continent. « C'est difficile pour les Etats-Unis de concurrencer ainsi Cuba et le Venezuela, » a dit Peter Hakim, président de Inter-American Dialogue, un groupe de recherches politiques pro-américain à Washington. « Ca donne l'image que nous sommes en train d'essayer de les imiter. Les médecins cubains ne mouillent pas quelques jours dans un port, mais sont présents dans le pays pendant des années. » (5)

*Suite à la page (17)*

# Les cinq : Lettre de juin à Obama

**Libérez les Cinq Cubains !**


Fernando González


Ramón Labañino


Antonio Guerrero


Gerardo Hernández


René González

**Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain**

*Monsieur le Président Obama*

Le premier juin 2011

The White House
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500

Monsieur le Président,

Le mois dernier, votre pays s'est illustré avec l'assassinat de Ben Laden par un commando de forces spéciales US, à quelques encablures d'Islamabad.

Après l'attentat du 11 septembre 2001, Ben Laden était le terroriste le plus recherché des Etats-Unis.

Selon les autorités pakistanaises, pas plus les membres de ce commando que les agents de la C.I.A. qui avaient travaillé en amont pour permettre cette opération, n'avaient déclaré leur présence sur le territoire pakistanais, ni demandé une quelconque autorisation d'intervention aux autorités de ce pays.

En apprenant la nouvelle de cet assassinat, je ne pouvais m'empêcher de penser à un autre terroriste, Luis Posada Carriles. Cet individu, ancien membre de la C.I.A., poseur de bombes, assassin, tortionnaire, trafiquant de drogue, est à l'origine, entre autres, de multiples attentats contre Cuba qui ont fait de nombreuses de victimes. J'imaginais un commando cubain débarquant à Miami, donnant l'assaut à la résidence de Posada Carriles, le tuant, et balançant son cadavre dans la mer des Caraïbes. Nul doute qu'un tel acte aurait provoqué un tollé dans le monde entier, et engendré des représailles terribles contre Cuba de la part des Etats-Unis, et de la communauté internationale…

Monsieur le Président, vous avez honoré les membres du commando de la plus haute des distinctions des Etats-Unis. Pourtant, cinq Cubains qui ont infiltré les milieux terroristes de Floride pour prévenir les attentats contre leur île, sont eux en prison dans votre pays depuis presque treize ans. Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González n'ont pas donné l'assaut à la résidence de Posada Carriles, ni tué quiconque. Ils se sont contentés de collecter d'importantes informations sur les agissements des terroristes afin d'éviter de nombreux attentats. Ils avaient pris bien sûr de fausses identités, pour des raisons évidentes dans ce type de mission.

Il est clair que pour votre pays il y a de bons et de mauvais terroristes ! Les terroristes soutenus par votre gouvernement et encouragés dans leurs œuvres de mort contre Cuba, sont de bons terroristes.

La mascarade de procès de Posada Carriles à El Paso en est une preuve flagrante. Ce terroriste des plus dangereux est sorti de son procès sans la moindre condamnation, faisant mourir ses victimes une seconde fois.

Les magistrats qui ont tout fait pour blanchir Posada Carriles sont les mêmes que ceux qui se sont démenés pour que les cinq Cubains soient lourdement condamnés. Ils continuent d'ailleurs leur sale travail, soutenus, voire encouragés en plus haut lieu aux Etats-Unis.

Nous avons appris que votre gouvernement avait demandé le 26 mars dernier à la cour de Justice de Miami de refuser la sollicitude d'Habeas Corpus de Gerardo Hernández, puis, quelques jours après, celles de René González et d'Antonio Guerrero. Ce gouvernement que vous dirigez ne veut même pas que soient entendus lors d'une audience, les arguments pourtant pertinents de Gerardo Hernández pour sa défense.

Le fait que la porte parole du gouvernement, dans cette requête, soit Caroline Heck- Miller, n'explique pas tout. Bien sûr nous savons que ce procureur avait pesé de tout son poids pour l'inculpation des Cinq et avait refusé que leur procès ait lieu ailleurs qu'à Miami. Bien sûr nous savons que le Département de la Sécurité d'Etat (Homeland Security) avait demandé en août 2005 à Caroline Heck-Miller d'inculper pour terrorisme Posada Carriles, et qu'elle avait refusé de le faire. Mais sans l'appui du gouvernement des Etats-Unis, Monsieur le Président, ce Procureur n'aurait jamais agi ainsi.

Les arguments que présentent les Cubains en sollicitant un Habeas Corpus sont sérieux, puisque certains d'entre eux font référence à des actes de prévarications de la part du gouvernement que vous représentez. Payer par exemple, des journalistes pour qu'ils publient de fausses informations n'est pas une mince affaire ! C'est pourtant ce qui s'est passé lors du procès des Cinq, comme nous l'avons appris en 2006. Il fallait créer un climat délétère pour influencer les membres du jury, leur faire peur aussi. La juge Lenard, lors du procès des Cinq, avait elle-même été incommodée par ces provocations et émis des protestations.

Je pourrais m'étendre beaucoup plus longuement sur le sujet, mais il est politique, et vous ne pouvez qu'être parfaitement au courant, Monsieur le Président, de l'innocence de ces cinq patriotes cubains. Nous attendons toujours de votre part cette clémence exécutive qui leur rendrait enfin la liberté dont ils n'auraient jamais dû être privés.

Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

*Jacqueline Roussie*
*64360 Monein (France)*

*Copies à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Janet Napolitano Messieurs Harry Reid, Eric Holder, Pete Rouse, Donald Werrilli, John F. Kerry et M. l'Ambassadeur des USA en France.*

# La Colombie choisit l'Amérique du Sud

**Par André Maltais***

Durant les présidences colombiennes d'Alvaro Uribe (2002-2010), la stratégie des États-Unis consistait à faire régner une tension permanente entre la Colombie et le Venezuela. Cela avait le double objectif de semer la zizanie dans l'union sud-américaine et de détourner le président Hugo Chavez de son opposition interne.

Cette stratégie a connu son apogée lorsque Chavez, a rompu les relations diplomatiques et commerciales avec la Colombie suite aux innombrables provocations de l'ex-président colombien, Alvaro Uribe.

Mais, dès son arrivée au pouvoir, le nouveau président colombien, Juan Manuel Santos, s'est empressé de défaire le mal causé par son prédécesseur dont il avait pourtant été jusque là l'ex-ministre de la Défense et le plus fidèle allié idéologique.

Les premiers discours de Santos mirent tout de suite l'emphase sur la réconciliation nationale, les droits de l'homme, la lutte contre la corruption et la protection des droits syndicaux.

Puis, après un jugement de la Cour Suprême, le nouveau président a temporairement suspendu l'accord avec les États-Unis sur l'occupation des bases militaires colombiennes, ce qui lui a permis de renouer rapidement les liens avec ses voisins vénézuélien et équatorien.

Il a aussi institué un programme de réparation et de restitution de terres aux victimes du paramilitarisme en plus d'accélérer les enquêtes et arrestations d'anciens hauts-fonctionnaires d'Uribe, accusés de corruption et d'espionnage illégal contre l'appareil judiciaire et les partis politiques d'opposition.

Ce virage, écrit l'activiste colombien, Fernando Dorado, montre que, à l'échelle de la politique globale états-unienne, Bush et Uribe sont bel et bien passés date. Pour récupérer l'Amérique latine, les États-Unis ont maintenant besoin de mouvements et de gouvernements progressistes ou, comme celui de Santos, à visage progressiste.

Pour Dorado, les États-Unis déploient en ce moment de grands efforts pour transformer Santos et la Colombie en remplaçant continental de l'ex-président Lula et du Brésil comme l'indiquent les impressionnantes réussites diplomatiques colombiennes des derniers mois.

C'est ainsi que, malgré d'importants différends dans plusieurs aspects de politique internationale, la Colombie a reçu l'appui de la région pour succéder au Brésil en tant que membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. De plus, la colombienne, Maria Emma Mejia, a été désignée pour partager le poste de secrétaire général de l'UNASUR avec le ministre vénézuélien, Ali Rodriguez.

Toute cette reconnaissance régionale envers la Colombie inquiète aussi Carlos Aznarez, directeur de la revue Resumen latinoamericano. Chavez, dit-il, a maintenant les mains liées par les accords conclus avec son nouveau meilleur ami en matière de coopération frontalière dans la lutte contre le trafic de drogues et la criminalité internationale.

C'est pourquoi, les 23 et 25 avril dernier, le président vénézuélien n'a eu d'autre choix que d'arrêter puis d'extrader en Colombie le directeur de l'agence de nouvelles ANNCOL, Joaquin Perez Becerra, de passage à Caracas.

Citoyen suédois, Perez Becerra est faussement accusé de terrorisme par le gouvernement colombien parce qu'ANNCOL, depuis sa fondation, en 1996, dénonce tous les abus du pouvoir commis au nom de la guerre contre les FARC et donne la parole aux guérilleros colombiens.

Ce faux pas très critiqué de Chavez suivait, au début d'avril, une étonnante rencontre entre le désormais inséparable duo Santos-Chavez et Porfirio Lobo, illégitime président du Honduras, à qui Chavez avait juré de ne jamais adresser la parole.

L'initiative diplomatique colombo-vénézuélienne propose le retour du Honduras dans l'OEA (Organisation des états américains) et l'accès pour celui-ci au pétrole à prix avantageux du programme vénézuélien, Petrocaribe, en échange de quatre conditions.

Celles-ci sont le rétablissement de la démocratie et des droits de l'homme par la création d'une assemblée constituante, l'imposition de sanctions pénales contre les auteurs matériels et intellectuels du coup d'état, le retour des exilés politiques incluant l'ex-président Zelaya, et la reconnaissance légale du Front national de résistance populaire (FNRP) en tant que principale force d'opposition.

Le FNRP hondurien et la gauche latino-américaine sont divisés quant à la participation d'Hugo Chavez à une initiative qui semble commandée par les États-Unis et qui, craignent certains, pourrait bien se transformer en modèle de légitimation de coups d'état.

Surtout qu'au cours des derniers mois, la Colombie a établi d'étroites relations avec la dictature hondurienne en termes de sécurité nationale.

Selon le reporter suédois, Dick Emanuelsson, une école colombienne de formation pour la police hondurienne sert même de prétexte, au Honduras, à l'entraînement de groupes paramilitaires et à des opérations des forces armées colombiennes baptisées GAULAS.

Pour d'autres, comme le guatémaltèque, Jose Santiago Vargas Casco, du Mouvement national des populations en résistance, le FNRP ne parviendra jamais tout seul à chasser la dictature du pouvoir.

Une intervention comme celle de Santos et Chavez, écrit-il, permettra certainement au peuple hondurien, à moyen terme, de prendre le pouvoir étant donné l'influence du Venezuela et des pays de l'ALBA au sein même de l'OEA.

Mais l'ALBA a diminué son profil depuis le surgissement de l'UNASUR, un cadre d'intégration plus large qui n'implique pas que des pays ayant une entité idéologique progressiste.

Un gouvernement comme celui du Venezuela, explique l'ex-député hondurien, Tomas Andino Mencia, doit, par exemple, prioriser ses intérêts politiques intérieurs à cause de l'aide états-unienne colossale apportée à ses opposants internes.

Les incursions militaires en Libye et en Côte-d'Ivoire et les bases déployées autour de son pays achèvent sans doute de convaincre Chavez de se réfugier davantage sous le parapluie plus pragmatique et sécuritaire de l'UNASUR.

Quant aux gouvernements de droite (Chili, Pérou et Colombie), même s'ils ont formé, avec le Mexique, le Bloc du Pacifique pour faire contrepoids autant à l'influence des pays de l'ALBA qu'à celle du Brésil, ils ont aussi diminué leur profil pro-états-unien parce qu'ils profitent largement des bienfaits économiques de l'intégration sud-américaine.

Tout cela, selon Mencia, fait en sorte que, dans l'UNASUR, autant les gouvernements de gauche que ceux de droite se déplacent vers le centre politique.

Mais, écrit Mark Weisbrot, économiste états-unien et co-directeur du Center for Economic and Policy Research, l'intégration économique régionale est un tel facteur de paix et de stabilité en Amérique du Sud que son influence sur les pays du Bloc du Pacifique surpasse celle des États-Unis.

La rupture commerciale avec le Venezuela, pays entretenant de bonnes relations avec le Brésil et pratiquement tout le reste de l'Amérique du Sud, a fait beaucoup de mal à la Colombie faisant baisser de 11% le total de ses exportations.

En gros, nous dit Weisbrot, le nouveau président Santos avait le choix entre rester obéissant aux États-Unis ou faire partie de l'Amérique du Sud. Il a choisi l'Amérique du Sud où les changements géopolitiques et institutionnels réalisés depuis plus de dix ans par les gouvernements de gauche ont désormais secoué le joug de Washington.

Weisbrot en veut pour preuve que le virage colombien a ignoré les pressions de l'accord de libre-échange avec les États-Unis, que le Congrès de ce pays ratifiera quand même en juillet prochain.

C'est à se demander, dit l'économiste, qui, des États-Unis ou de la Colombie, a le plus besoin de cet accord!

**L'Aut'Journal 10 mai 2011**

* Ndlr. **André Maltais** *est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca*

# Quand un Ministre brésilien de l'Education répond à des étudiants états-uniens

*Pendant un débat dans une université aux États-Unis, l'ex-ministre de l'Éducation Cristovam Buarque, fut interrogé sur ce qu'il pensait au sujet de l'internationalisation de l'Amazonie. Le jeune étudiant américain commença sa question en affirmant qu'il espérait une réponse d'un humaniste et non d'un Brésilien.*

*Réponse de M. Cristovam Buarque:*

En effet, en tant que Brésilien je m'élèverais tout simplement contre l'internationalisation de l'Amazonie. Quelle que soit l'insuffisance de l'attention de nos gouvernements pour ce patrimoine, il est nôtre. En tant qu'humaniste, conscient du risque de dégradation du milieu ambiant dont souffre l'Amazonie, je peux imaginer que l'Amazonie soit internationalisée, comme du reste tout ce qui a de l'importance pour toute l'humanité. Si, au nom d'une éthique humaniste, nous devions internationaliser l'Amazonie, alors nous devrions internationaliser les réserves de pétrole du monde entier.

Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie l'est pour notre avenir. Et malgré cela, les maîtres des réserves de pétrole se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction de pétrole, comme d'augmenter ou non son prix. De la même manière, on devrait internationaliser le capital Financier des pays riches.

Si l'Amazonie est une réserve pour tous les hommes, elle ne peut être brûlée par la volonté de son propriétaire, ou d'un pays. Brûler l'Amazonie, c'est aussi grave que le chômage provoqué par les décisions arbitraires des spéculateurs de l'économie globale. Nous ne pouvons pas laisser les réserves financières brûler des pays entiers pour Le bon plaisir de la spéculation.



**L'ex-ministre brésilien de l'Éducation Cristovam Buarque**

Avant l'Amazonie, j'aimerais assister à l'internationalisation de tous les grands musées du monde. Le Louvre ne doit pas appartenir à la seule France. Chaque musée du monde est le gardien des plus belles œuvres produites par le génie humain. On ne peut pas laisser ce patrimoine culturel, au même titre que le patrimoine naturel de l›Amazonie, être manipulé et détruit selon la fantaisie d›un seul propriétaire ou d›un seul pays. Il y a quelque temps, un millionnaire japonais a décidé d›enterrer avec lui le tableau d›un grand maître. Avant que cela n›arrive, il faudrait internationaliser ce tableau.

Pendant que cette rencontre se déroule, les Nations unies organisent Le Forum du Millénaire, mais certains Présidents de pays ont eu des difficulté pour y assister, à cause de difficultés aux frontières des États-Unis. Je crois donc qu›il faudrait que New York, lieu du siège des Nations unies, soit internationalisé. Au moins Manhattan devrait appartenir à toute l›humanité. Comme du reste Paris, Venise, Rome, Londres, Rio de Janeiro, Brasília, Recife, chaque ville avec sa beauté particulière, et son histoire du monde devraient appartenir au monde entier.

Si les États-Unis veulent internationaliser l›Amazonie à cause du risque que fait courir le fait de la laisser entre les mains des Brésiliens, alors internationalisons aussi tout l›arsenal nucléaire des États-Unis. Ne serait-ce que par ce qu›ils sont capables d›utiliser de telles armes, ce qui provoquerait une destruction mille fois plus vaste que les déplorables incendies des forêts brésiliennes. Au cours de leurs débats les actuels candidats à la Présidence des Etats-Unis ont soutenu l›idée d›une internationalisation des réserves forestières du monde en échange d›un effacement de la dette. Commençons donc par utiliser cette dette pour s›assurer que tous les enfants du monde aient la possibilité de manger et d›aller à l›école.

Internationalisons les enfants, en les traitant, où qu›ils naissent, comme un patrimoine qui mérite l›attention du monde entier. Davantage encore que l›Amazonie. Quand les dirigeants du monde traiteront les enfants pauvres du monde comme un Patrimoine de l›Humanité, ils ne les laisseront pas travailler alors qu›ils devraient aller à l›école, ils ne les laisseront pas mourir alors qu›ils devraient vivre.

En tant qu›humaniste, j›accepte de défendre l›idée d›une internationalisation du monde. Mais tant que le monde me traitera comme un Brésilien, je lutterai pour que l›Amazonie soit à nous. Et seulement à nous!

Reproduit par **Alter focus.com** 6 juin 2011

**NDLR.** La presse nord-américaine a refusé de publier ce texte.

# WikiLeaks

Suite de la page (4)
jour – pour confectionner des T-shirts, des soutiens-gorge et des sous-vêtements pour des géants du vêtement des É.-U comme Dockers et Nautica.

Pour résoudre l'impasse entre les propriétaires des usines et le Parlement, le Département d'État a exhorté le Président haïtien René Préval à intervenir.

« Un engagement plus visible et plus actif de la part de Préval peut s'avérer crucial pour régler la question du salaire minimum et les protestations qui en 'découleront' » –au risque de voir l'environnement politique échapper à tout contrôle »– mettait en garde l'ambassadrice des É.-U., Janet Sanderson, dans un câble envoyé à Washington le 10 juin 2009.

Deux mois plus tard, Préval négociait un accord avec le Parlement pour créer une augmentation du salaire minimum à deux niveaux : 3,13 $ (125 G) par jour pour l›industrie du textile et 5 $ (200 G) par jour pour tous les autres secteurs industriels et commerciaux.

Pourtant, l›ambassade des États-Unis n›était pas satisfaite. Le chef adjoint de la Mission, David E. Lindwall, a dit que le minimum de 5 $ par jour « ne tient pas compte de la réalité économique », et qu'il s'agit d'une mesure populiste pour plaire aux « masses de chômeurs et de travailleurs sous-payés ».

Les Haïtiens qui défendent le salaire minimum ont invoqué la nécessité de suivre le rythme de l'inflation et d'alléger la hausse du coût de la vie. Haïti est actuellement le pays le plus pauvre de l›hémisphère et le Programme alimentaire mondial estime que jusqu'à 3,3 millions de personnes en Haïti, un tiers de la population, vit en en état d'insécurité alimentaire. En avril 2008, Haïti a été secouée par les émeutes de la faim surnommées « klorox », allusion à la douleur causée par une faim si aiguë qu'elle donne l'impression d'avoir avalé de l›eau de Javel (Chlorox [Ndt.]).

Selon une étude de 2008 du *Worker Rights Consortium*, une famille de la classe ouvrière composée d'un membre qui travaille et de deux dépendants avait besoin d'un salaire quotidien d'au moins 550 gourdes haïtiennes, ou 13,75 $, pour assurer les frais de subsistance ordinaires.

La révélation des pressions des É.-U. en faveur des bas salaires se trouvait dans cette mine de 1.918 câbles mis à la disposition d'*Haïti Liberté*, par WikiLeaks.

"*Question de politique, le Département d'État ne se prononce pas sur les documents qui sont censés contenir des informations confidentielles et condamne fermement toute divulgation illégale de ce genre d'informations,*" c'est ce qu'a commenté Jon Piechowski, responsable de l'information à l'ambassade des États-Unis, à *Haïti Liberté* en réponse à une demande de déclaration à propos des révélations de WikiLeaks. "*En Haïti, environ 80% de la population vit dans le chômage et 78% gagnent moins de 1 dollar U.S. par jour - le gouvernement américain travaille avec le gouvernement haïtien et les partenaires internationaux pour aider à la création d'emplois, supporter la croissance économique, et promouvoir l'investissement étranger direct selon les normes de l'Organisation Internationale du Travail dans le secteur de l'industrie du vêtement, et à investir dans le domaine de l'agriculture et autres."* (Selon l'ONU, 78% des Haïtiens vivent avec moins de 2 dollars, et non pas $ 1, par jour.)

Pendant une période de 20 mois, entre le début février 2008 et octobre 2009, des responsables de l'ambassade des É.-U. ont surveillé de près la question du salaire minimum et rédigé des rapports. Les câbles montrent que l'ambassade avait parfaitement compris la popularité de la mesure.

Les câbles ont montré que le nouveau salaire avait même le soutien d'une majorité de représentants du secteur privé haïtien « en fonction de rapports selon lesquels les salaires en République dominicaine et au Nicaragua (concurrents dans l›industrie du vêtement) *augmenteront également »*.

La proposition a tout de même engendré une farouche opposition de la petite élite de la zone d'assemblage d'Haïti, que Washington soutient depuis longtemps avec des aides financières directes et des ententes de libre échange.

En 2006, le Congrès américain a adopté le projet de loi HOPE [*Haitian Hemispheric Opportunity Through Partnership Encouragement*], qui accordait aux manufactures de la zone d'assemblage d'Haïti des incitatifs commerciaux préférentiels. Deux ans plus tard, le Congrès a adopté une version encore plus généreuse du projet de loi sur la franchise de droits commerciaux appelé HOPE II, et l'USAID a fourni une assistance technique et des programmes de formation pour aider les usines à s'étendre et à tirer parti de la nouvelle législation.

Les câbles de l'ambassade des États-Unis prétendaient que ces efforts ont été mis en péril par les parlementaires réclamant une hausse des salaires pour suivre le rythme de la hausse de l'inflation et le prix élevé des aliments. « Des représentants de l'industrie [textile], menés par l'Association haïtienne de l'Industrie (ADIH), se sont opposés à une augmentation salariale immédiate de 130 gourdes haïtiennes (3,25 US) par jour dans le secteur de la confection, disant qu'elle anéantirait l'industrie et aurait des effets négatifs sur les avantages de la Loi HOPE II », dit un câble confidentiel du 17 juillet 2009 du chargé d›Affaires de Washington, Thomas C. Tighe.

Tighe affirme que « des études financées par l'ADIH et l'USAID, visant l'impact de la multiplication par un facteur de près de trois du salaire minimum dans le secteur du textile, démontrent qu'un salaire minimum de 22 gourdes haïtiennes rendrait le secteur non viable économiquement et, par conséquent, forcerait les usines à fermer ».

Confortés par l'étude de l'USAID, les propriétaires d›usine ont exercé de fortes pressions contre l›augmentation, rencontrant le président d'alors, René Préval, à plusieurs occasions, en plus de rencontrer plus de 40 membres du Parlement et de partis politiques, selon les câbles.

Les câbles d'Haïti dévoilent également l'intensité de la surveillance à laquelle l'ambassade des États-Unis a soumis les manifestations en défense du salaire minimum et s'est ouvertement inquiétée de l›impact politique de la bataille pour le salaire minimum. Les troupes de l›ONU ont été appelées pour réprimer les manifestations étudiantes, provoquant de nouveaux appels au départ d'Haïti des quelques 9 000 soldats d'occupation de l'ONU.

En raison de féroces manifestations des travailleurs et des étudiants, les propriétaires des ateliers de misère et Washington ont remporté seulement une victoire partielle dans la bataille du salaire minimum, en retardant d'un an le salaire minimum de 5 $ / jour et en maintenant le salaire minimum du secteur d'assemblage à un niveau en dessous de tous les autres secteurs. En Octobre 2010, le salaire minimum des travailleurs d'assemblage est passé à 200 gourdes par jour, alors que dans tous les autres secteurs il est passé à 250 gourdes (6,25 $).

« Chaque fois que la question du salaire minimum a été abordée, [la bourgeoisie de la zone d'assemblage d'Haïti en] ADIH a tenté d'effrayer le gouvernement, disant que l'augmentation du salaire minimum signifierait la fermeture certaine et immédiate de l'industrie en Haïti et causerait une perte soudaine d'emplois », écrit la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif dans un communiqué de presse de juin 2009. « *Dans un cas comme dans l'autre, c'était un mensonge.* »

# Des crises

Suite de la page (4)
partage du gâteau au niveau des postes ministériels comme condition pour la ratification du Premier ministre.

D'un autre côté, pour essayer de trouver une issue aux crises sociopolitiques découlant des élections-farces de la communauté internationale et qui ont mis des conseillers électoraux soumis dans le collimateur de la justice et de la commission sénatoriales, une rencontre s'est tenue le mercredi premier Juin à Port-au-Prince entre le président Martelly et des parlementaires autour de trois crises qui lient les mains de Martelly. Entre autres, l'amendement de la constitution, le dossier des 19 parlementaires bloqués dans les tiroirs du Conseil Electoral de Gaillot Dorsinvil, qui, selon les dires du sénateur Youri Latortue a pris la fuite, et celui du processus de ratification de Daniel Gérard Rouzier comme Premier ministre. Un processus qui devrait démarrer à partir du lundi 6 juin par l'ouverture de la session extraordinaire de la 49e législature.

Selon le président de la Chambre basse, le député de l'INITE, Sorel Jacinthe, le processus de ratification du prochain chef de gouvernement ne peut avoir lieu tant que la question de l'amendement constitutionnel ne soit pas résolue définitivement. Alors que le dit amendement de la constitution de 1987 était imprégné d'erreurs matérielles graves et de fausses signatures incorrigibles. *« Concernant l'amendement de la constitution, nous avons trouvé une entente, il faut que le président retire les erreurs et en même temps qu'il donne publication de la version corrigée. Mais, cependant nous devons analyser la version qu'il a entre les mains pour voir s'il y a des poussières ou pour la dépoussiérer de façon à la fignoler de sorte qu'il n'y ait aucune erreur. C'est cela que nous faisons maintenant. Nous la finalisons avant de la publier, car nous ne voulons pas que les mêmes erreurs se répètent »,* a indiqué Sorel Jacinthe.

Certains disent que cet amendement doit reporter à la fin de la 49e législature. C'est la position de la sénatrice du Plateau Central, Edmond Supplice Beauzile, qui estimant que le processus d'amendement était vicié à la base, elle réclame que la 49e législature fasse une autre proposition d'amendement à la fin de son mandat. *« La publication d'une version erronée de la constitution amendée est une violation des droits des parlementaires. »* a-t-elle déclaré tout en demandant qu'une commission d'enquête soit mise sur pied pour faire la lumière sur cette question.

Le sénateur de la Grand'Anse, Maxime Roumer qui participait à la réunion des parlementaires avec le président Martelly, au cours de laquelle des propositions de sortie de crise ont été faites, ne cache pas sa satisfaction. Il a déclaré qu'il s'était prononcé en faveur du retrait du numéro du Moniteur dans lequel le texte falsifié de la constitution amendée a été publié. Cette position est partagée par différents autres parlementaires et par bon nombre d'autres secteurs de la vie nationale.

Le président Martelly a promis de trancher sur le dossier tout en faisant savoir que : *« un amendement a été voté au Parlement et au bas du texte publié dans Le Moniteur, sont apposées des paraphes scannés. Cela constitue un problème et sur la base de toutes les propositions de solution qui ont été faites, je vais trancher »,* a conclu Michel Joseph Martelly.

Et de fait il a tranché, le jeudi 2 Juin, par un arrêté présidentiel annulant l'amendement falsifié de la constitution.

Ce arrêté présidentiel publié le vendredi 3 juin dans un numéro spécial du Journal Officiel, Le Moniteur, précise : *« Est et demeure rapportée la loi constitutionnelle du 9 mai 2011 publiée au Journal Officiel, Le Moniteur au numéro 58, le 13 mai 2011 pour n'être pas conforme au texte authentique adopté par le Parlement en Assemblée Nationale. »*

De toute évidence, l'ambiguïté reste et demeure sur le sort du texte dit authentique adopté par l'Assemblée nationale, publié avec de fausses signatures, celle du député Guy Gérard Georges en lieu et place de Mélius Hyppolite, le sénateur du Nord'Ouest, deuxième secrétaire et l'Assemblée Nationale.

En tout état de cause les crises profondes que confronte le pays le plus appauvri de l'Amérique sont d'ordres structurels. La communauté internationale crée toujours des crises conjoncturelles en Haïti pour justifier sa présence prolongée sur la terre de Dessalines. Les crises sociopolitiques que le pays connaît aujourd'hui sont les résultats directs de la politique d'ingérence des représentants de la communauté internationale.

# Les commanditaires

Suite de la page (4)
que les bailleurs de fonds se préoccupaient uniquement des apparences, en ce qui a trait à l'exclusion de Lavalas. Ils s'inquiétaient principalement de renforcer l'« *opposition* » (euphémisme pour désigner « *la droite* ») qui, à leurs yeux, avait été « émasculée » par Préval. L'UE et le Canada ont donc proposé que les bailleurs de fonds « *contribuent à niveler le terrain* », notamment en « *achetant du temps d›antenne pour permettre aux politiciens de l›opposition de promouvoir leurs candidatures* », ou risquer de voir la droite « *ne plus représenter une force significative dans le prochain gouvernement.* »

De tels plans, visant à s'immiscer effrontément et faire du favoritisme dans le processus électoral souverain haïtien, laissaient présager la manière dont Washington interviendrait en force dans les élections lorsqu'elles ont finalement eu lieu le 28 novembre 2010, suivies des ballotages le 20 mars 2011.

Ces interventions, essentiellement l'œuvre de l›Organisation des États américains (OEA), ou ce que Cuba appelle « *le ministère des Affaires coloniales* » de Washington, ont assuré la victoire du farouche défenseur du coup d'État organisé par les É.-U., Michel « Sweet Micky » Martelly, 50 ans, ancien musicien lubrique de konpa; malgré un processus électoral tragiquement défectueux et souvent illégal ainsi qu›un taux de participation anémique.

Moins de 25 % des électeurs inscrits en Haïti ont voté à l'occasion de l'un ou l'autre des deux tours, le plus faible taux de participation électorale dans l›hémisphère depuis 1947, d'après le Center for Economic and Policy Research à Washington.

En outre, le deuxième tour était illégal parce que les huit membres du CEP n'ont jamais été en mesure de rassembler les cinq voix nécessaires pour ratifier les résultats du premier tour imposé par Washington et l›OEA.

La réunion des bailleurs de fonds de décembre 2009 a eu lieu un peu plus d›un mois avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui a fait dérailler les élections initialement prévues pour le 28 février 2010. Lorsque le vote a été reporté, les enjeux étaient encore plus importants, d'abord la manière dont les 10 milliards de dollars promis pour l'aide suite au tremblement de terre allaient être dépensés et l›avenir de la force d'occupation militaire de l›ONU, forte de 14 000 membres, qui occupe Haïti depuis le coup d›État de 2004. Les É.-U. se sont montrés les plus fervents partisans d'une élection-spectacle destinée à conférer un vernis démocratique à la très impopulaire et onéreuse occupation militaire, qui coûte actuellement environ 1,5 milliards de dollars US par année.

L'ambassadeur Merten a exhorté les bailleurs de fonds à réagir quelque peu à l'exclusion de FL, disant qu'il leur suffirait « *de tenir une conférence de presse conjointe pour annoncer l'appui des bailleurs de fonds aux élections et appeler publiquement à la transparence* » car « *sans l'appui des bailleurs de fonds, le calendrier électoral risque de ne pas être respecté, mettant en péril une succession présidentielle opportune* ».

Son câble était classifié « *Confidentiel* » et « à ne pas être divulgué aux ressortissants étrangers [NOFORN, c.-à-d. : Not for release to foreign nationals en anglais] ».

Merten s'était opposé à l'exclusion de FL, non pas par affinité avec le parti ni pour soutenir quelques principes d'inclusion, mais parce que ce parti risquait de faire figure « *de martyr et que les Haïtiens croiront (avec raison) que Préval manipule les élections* ».

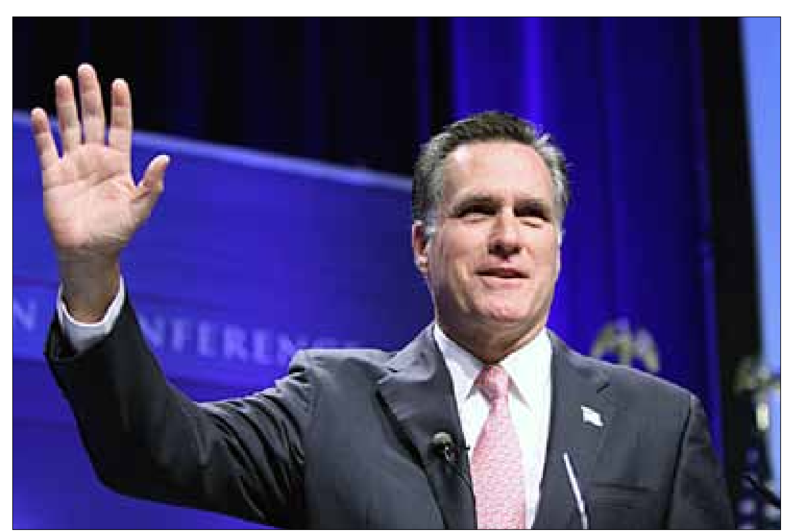
L'exclusion de FL de l'élection « *pour ne pas avoir soumis les documents appropriés* » a préparé le terrain pour que Martelly soit opposé à une autre candidate néoduvaliériste, Mirlande Manigat.

Le faible taux de participation aux élections a été attribué à la futilité du choix entre deux candidats peu attrayants, une campagne de boycott massive et, surtout, la consternation populaire de par l'exclusion de FL, la raison même pour laquelle la réunion du 1er décembre a été convoquée.

L'ancien président Aristide, de retour d'exil en Haïti le 18 mars, deux jours avant le second tour, a cerné la question lorsqu'il a déclaré à son arrivée : « *Le problème, c'est l'exclusion, la solution c'est l'inclusion* ».

# USA 2012 : Romney veut succéder à Obama

Le républicain Mitt Romney, 64 ans, a annoncé jeudi sa candidature à l'élection présidentielle de 2012 aux Etats-Unis. Pour affronter Barack Obama, déjà candidat à sa réélection, il devra dans un premier temps être intronisé par son parti. "*Je suis Mitt Romney, je crois en l'Amérique et je suis candidat à la présidence des Etats-Unis*». Difficile de faire plus clair : le républicain s'est lancé jeudi pour tenter d'empêcher la réélection de Barack Obama en 2012. Dans un message vidéo diffusé sur sa page Facebook depuis une ferme du New Hampshire, un Etat situé au Nord-Est du pays, il a pointé du doigt «l'échec» du président américain.



Mitt Romney

Sa stratégie offensive : attaquer le résident de la Maison-Blanche sur son bilan économique. «*Barack Obama a déçu l'Amérique*», a lancé l'ancien gouverneur du Massachusetts, en poste de 2002 à 2006. «Quand il a pris ses fonctions, l'économie était en récession et il l'a rendue pire», a-t-il ajouté.

Mitt Romney a fait valoir son passé d'homme d'affaires comme alternative à la politique du président démocrate. «*Il y a 27 ans, j'ai quitté mon travail et j'ai rejoint des amis dans une petite entreprise*» qui s'est ensuite développée, a-t-il rappelé, s'inscrivant dans le célèbre «rêve américain». Sa société d'investissement lui aurait permis de gagner plusieurs centaines de millions de dollars. Il a également mis en avant son bilan à la tête du Massachusetts, dans lequel il aurait réduit le déficit public de 3 milliards de dollars, sans augmentation d'impôts.

**«Mitt la girouette» pour les démocrates**

Pour devenir le 45e président des Etats-Unis, le républicain doit maintenant être investi par son parti. Après un échec en 2008 face à John McCain, il peut profiter de bons sondages. Il serait actuellement en tête des autres grandes figures de sa famille politique avec 17% d'intentions de vote chez les partisans républicains. Il devance l'ancienne colistière de Mc Cain, Sarah Palin, de deux points. Mais, à 17 mois de l'élection présidentielle, le chemin parait encore long pour ce mormon de 64 ans.

Appartenant à un milieu religieux considéré comme hérétique par de nombreux chrétiens évangéliques, il pourrait perdre au profit d'un candidat censé mieux incarner les valeurs traditionnelles de l'Eglise chrétienne, indispensable pour convaincre une partie de l'électorat américain. Une tâche qui conviendrait notamment mieux à Sarah Palin, vedette du mouvement conservateur, le Tea Party, qui ne s'est pas encore déclarée sur ses intentions pour 2012.

De plus, malgré ses critiques envers Barack Obama, ses adversaires évoquent la réforme de la couverture santé qu'il a mise en place lorsqu'il était gouverneur. Une mesure semblable à celle défendue par le président américain. Plus généralement, il est visé pour ses changements réguliers de positions, sur des sujets tels que l'avortement ou les droits homosexuels, ce qui lui vaut le surnom de «Mitt la girouette» chez les démocrates.

**JDD 3 Juin 2011**

# Ollanta Humala élu président du Pérou !

Sauf retournement exceptionnel de situation, Ollanta Humala deviendra le nouveau président du Pérou. Il devance, lors du second tour de l'élection présidentielle de dimanche, son adversaire de droite, Keiko Fujimori, avec 51,3% des voix selon des résultats partiels.



**Salué par ses partisans, Ollanta Humala a revendiqué sa victoire à l'issue du second tour de la présidentielle**

Les Péruviens ont semble-t-il préféré l'ancien militaire à la fille d'Alberto Fujimori, l'ancien président condamné. Avec 51,3% des voix, d'après les chiffres officiels, et après un dépouillement portant sur 88,3% des votes, Ollanta Humala deviendra certainement le 48e président de la République du Pérou. Le candidat de gauche, et président du Parti nationaliste péruvien, a revendiqué sa victoire dimanche soir et son score définitif devrait encore augmenter. Les derniers bulletins à comptabiliser sont issus des zones rurales qui lui sont favorables, selon la commission électorale. Le taux de participation est quant à lui élevé : 84,3% des citoyens péruviens ont voté. A Lima, la capitale du pays, le "Comandante" Humala (son surnom dû à son passé d'ancien officier) a estimé vouloir un pays "plus juste" lors de ses premiers mots adressés à ses partisans au terme du scrutin.

Son adversaire, Keiko Fujimori, représentante du parti de droite Fuerza 2011 et au coude à coude dans les sondages avant le second tour, ne deviendra donc pas le deuxième membre de sa famille à s'installer à la tête du pays, onze ans après la destitution de son père, emprisonné pour corruption et violation des droits de l'Homme. Populaire dans les milieux d'affaires, elle arrive tout de même largement en tête à Lima (56,9%).

**La gauche absente du pouvoir depuis 36 ans**

Cinq ans après sa défaite à la présidentielle contre Alan Garcia, de centre-droit, Ollanta Humala incarne le retour de la gauche au pouvoir, 36 ans après le général Alvarado. Accusé par ses opposants d'être proche du régime d'Hugo Chavez au Venezuela, le leader de gauche a modéré ses positions durant la campagne électorale. Lui-même a joué sur la menace d'un retour du clan Fujimori aux affaires.

Humala a également déclaré vouloir former un «gouvernement de concertation nationale», sorte de politique d'ouverture, en souhaitant la participation de personnes extérieures à sa famille politique au sein de l'exécutif. Il n'a en réalité que peu de marges de manœuvre vis-à-vis du parlement. Une fois confirmé dans ses fonctions de président le 28 juillet, il devra obligatoirement conclure des alliances pour faire passer ses réformes puisque le parti nationaliste, dont il est le président, ne dispose que de 47 sièges sur 130 au parlement.

**JDD 06 Juin 2011**

# Le président du Yémen s'enfuit en Arabie saoudite

**Par Patrick Martin**

Le président Ali Abdullah Saleh a quitté le Yémen dimanche matin et a trouvé refuge dans un hôpital militaire à Riyad, capitale de l'Arabie saoudite, mettant apparemment fin à 33 années de régime autoritaire. Il était accompagné par une demi-douzaine de membres en vue du gouvernement, tous blessés dans une même explosion survenue vendredi dans une mosquée du complexe présidentiel à Sanaa, la capitale yéménite.



**Ali Abdullah Saleh, président du Yémen, il a quitté son pays et a trouvé refuge dans un hôpital militaire à Riyad, capitale de l'Arabie saoudite**

Il a été indiqué que 31 membres de sa famille élargie vont rejoindre Saleh dans ce qui semble être un exil à long terme. Cependant son fils Ahmed et plusieurs de ses neveux, qui dirigent l'élite militaire des forces spéciales et les services de renseignement, sont restés au Yémen, s'accrochant encore aux rênes du pouvoir. Le vice-président du pays, Abd al-Rab Mansur al-Hadi, a pris en charge la fonction de chef d'Etat. Sa première rencontre, avant même toute discussion avec les militaires yéménites et les fils et neveux de Saleh, a eu lieu avec l'ambassadeur américain au Yémen, Gerald Feierstein, qui semble donc être le décideur de fait à Sanaa.

Saleh n'a pas formellement démissionné, mesure qui nécessiterait une nouvelle élection présidentielle dans les 60 jours en application de la constitution yéménite. Mais des dizaines de milliers de Yéménites se sont rendus en foule Place du Changement à Sanaa, devant l'Université de Sanaa, et dans d'autres lieux de manifestation dans tout le pays, pour célébrer son départ. Saleh est le troisième dirigeant de longue date arabe à être démis depuis que le mouvement populaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a éclaté en Tunisie. Il rejoint l'ancien président tunisien Zine el Abidine Ben Ali, également en exil en Arabie saoudite, et l'ancien président égyptien Hosni Moubarak, actuellement emprisonné dans un hôpital militaire dans la station balnéaire de Charm el-Cheikh.

Les circonstances entourant le départ de Saleh du Yémen sont obscures et peuvent donner lieu à de multiples interprétations. Le rapport officiel des faits par le gouvernement yéménite est que les milices tribales contrôlées par la famille de Sadiq al-Ahmar, chef de la tribu Hashed, la plus importante du pays, ont procédé à des tirs de roquettes sur le complexe présidentiel au cours de la prière du vendredi, tuant 11 membres de la garde de Saleh et blessant la plus grande partie des personnalités en vue du gouvernement, y compris Saleh, le Premier ministre Ali Mohammed Mujawar, vice-Premier ministre, le gouverneur de Sanaa, et les principaux dirigeants du parlement fantoche du pays.

Les médias occidentaux ont largement fait écho à cette thèse, ne divergeant que sur le point de savoir si une roquette ou un obus de mortier était à l'origine du dommage. Un article de McClatchy News Service, toutefois, relève les contradictions de la thèse. Voici ce qu'on peut y lire : « Saleh a été blessé vendredi, ainsi que de nombreuses personnalités d'importance, lors d'une explosion qui s'est produite à la mosquée du complexe présidentiel du Yémen. La cause de l'explosion demeure inconnue. Des responsables yéménites ont initialement fait porter la responsabilité de l'attaque par les forces loyales à la puissante famille Ahmar.

« La famille Ahmar, cependant, a nié toute culpabilité. Certains ont fait valoir que l'attaque contre le complexe présidentiel avait bénéficié de complicité interne. Le complexe de Saleh, communément

*Suite à la page (17)*

Continued from page(9)

in a trove of 1,918 cables provided to *Haiti Liberté* by WikiLeaks.

"*As a matter of policy, the Department of State does not comment on documents that purport to contain classified information and strongly condemns any illegal disclosure of such information,*" the U.S. Embassy's Information Officer Jon Piechowski told *Haïti Liberté* in response to a request for a statement. "*In Haiti, approximately 80% of the population is unemployed and 78% earns less than $1/day – the U.S. government is working with the Government of Haiti and international partners to help create jobs, support economic growth, promote foreign direct investment that meets ILO labor standards in the apparel industry, and invest in agriculture and beyond.*" (According to the UN, 78% of Haitians live on less than $2, not $1, a day.)

For a 20 month period between early February 2008 and October 2009, U.S. Embassy officials closely monitored and reported on the minimum wage issue. The cables show that the Embassy fully understood the popularity of the measure.

The cables said that the new minimum wage even had support from a majority of the Haitian business community "*based on reports that wages in the Dominican Republic and Nicaragua (competitors in the garment industry) will increase also.*"

Still, the proposal engendered fierce opposition from Haiti's tiny assembly zone elite, which Washington had long been supporting with direct financial aid and free trade deals.

In 2006, the U.S. Congress passed the Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement (HOPE) bill, which gave Haitian assembly zone manufacturers preferential trade incentives. Two years later, Congress passed an even more generous version of the duty-free trade bill called HOPE II, and USAID provided technical assistance and training programs to factories to help them expand and take advantage of the new legislation.

U.S. Embassy cables claimed that those efforts were imperiled by parliamentary demands for a wage hike to keep pace with soaring inflation and high food prices. "*[Textile i]ndustry representatives, led by the Association of Haitian Industry (ADIH), objected to the immediate HTG 130 (USD 3.25) per day wage increase in the assembly sector, saying it would devastate the industry and negatively impact the benefits of the Haitian Hemispheric through Opportunity Partnership Encouragement Act (HOPE II),*" said a June 17, 2009, confidential cable from Charge d'Affaires Thomas C. to Washington.

Ironically, Tighe's confidential cable one week earlier, on June 10, noted that the ADIH study had found that "*overall, the average salary for workers in the [garment assembly] sector is HTG 173 (USD 4.33),*" only 67 cents **a day** less than the proposed minimum wage. Nonetheless the study urged opposing any rise in the minimum wage because "*the current salary structure promotes productivity and serves as a competitive wage in the region.*" Tighe notes, however, in his next sentence that the "*minimum salary for workers in the Free Trade Zone on the Haiti-DR border is approximately USD 6.00,*" a full dollar more than the 200 gourdes ($5) demanded. Still, the ADIH report concluded somehow "*that a minimum daily wage of HTG 200 would result in the loss of 10,000 workers,*" more than one third of Haiti's 27,000 garment workers at that time.

Tighe said that the "*ADIH and USAID funded studies on the impact of near tripling of the minimum wage on the textile sector found that an HTG 200 Haitian gourde minimum wage would make the sector economically unviable and consequently force factories to shut down.*"

Bolstered by the USAID study, the factory owners lobbied heavily against the increase, meeting President Préval on multiple occasions and more than 40 members of Parliament and political parties, according to the cables.

The Haiti cables also reveal how closely the US Embassy monitored widespread pro-wage increase demonstrations and openly worried about the political impact of the minimum wage battle. UN troops were called in to quell student protests, sparking further demands for the end of the UN military occupation of Haiti.

On Aug. 10, 2009, garment workers, students and other activists demonstrated at the Industrial Park (SONAPI) near the Port-au-Prince airport. The police arrested and carted away two students, Guerchang Bastia and Patrick Joseph, on the charge of inciting the workers. Demanding their immediate release, the protestors marched to the Delmas 33 police station, where the police fired tear-gas and the throng replied with rock-throwing. In the course of the demonstration, the windshield of U.S. Chargé d'Affaires Tighe's vehicle was smashed, and he took refuge in the police station. Later, when journalists asked him about the incident and the minimum wage controversy, Tighe wouldn't comment but just said that "*it is always a minority which creates disorder.*"

Due to the fierce demonstrations of workers and students, sweatshop owners and Washington won only a partial victory in the minimum wage battle, delaying the $5/day minimum for one year and keeping the assembly sector's minimum wage a notch below all other sectors. In October 2010, assembly workers' minimum wage increased to 200 gourdes a day, while in all other sectors it went to 250 gourdes ($6.25).

"*Every time the minimum wage has been discussed, [the assembly industry bourgeoisie in] ADIH has cried wolf to scare the government against its passage: that raising the minimum wage would mean the certain and immediate closure of industry in Haiti and the cause of a sudden loss of jobs,*" wrote the Haitian Platform for Development Alternatives (PAPADA) in a June 2009 press release. "*In every case, it was a lie.*"

Suite de la page (16)

considéré comme le bâtiment le plus sécurisé de la capitale, se trouve dans le sud de la ville, loin du quartier nord de Hasaba où les affrontements s›étaient concentrés. »

Cette lecture des événements suggère plusieurs autres possibilités, y compris une tentative de putsch interne au sein de l›armée yéménite, peut-être encouragée ou dirigée par l›Arabie saoudite, qui s›est ouvertement retournée contre le gouvernement Saleh à la suite du refus par Saleh, à trois reprises, d›exécuter des accords organisant sa démission, accords négociés par le Conseil de coopération du Golfe dominé par l›Arabie Saoudite.

En outre, une paternité américaine de l›attaque du complexe de Saleh ne peut assurément pas être exclue. La CIA a tiré des missiles depuis des drones Predator sur de nombreuses cibles au Yémen, et dernièrement là où l›Agence a estimé qu›elle pourrait atteindre Anwar al-Awlaki, citoyen américain ayant des liens avec Al-Qaïda dans la péninsule arabique, la filiale d›Al-Qaïda active au Yémen et en Arabie saoudite.

La description de l›attaque de la mosquée du complexe présidentiel de Saleh, une explosion soudaine, venue apparemment de nulle part, sur une cible qui, comme le souligne McClatchy, a été « communément considérée comme le bâtiment le plus sécurisé de la capitale, » relativement loin de la zone de guerre, est parfaitement compatible avec une frappe par Predator.

Saleh était assurément, pour ses anciens « sponsors » aux Etats-Unis, une cible potentielle à retirer du pouvoir. Ceux-ci considéraient son refus obstiné de quitter le pouvoir comme un obstacle à leurs manœuvres politiques et diplomatiques visant à contenir le mouvement politique au Yémen et à l›empêcher de se développer en une explosion révolutionnaire qui pourrait se propager dans toute la péninsule d›Arabie riche en pétrole.

S›il s›est agi d›une « opération » américaine, le rôle décisif a vraisemblablement été joué par John O. Brennan, conseiller en chef de la Maison Blanche en matière de lutte contre le terrorisme, qui s›est rendu en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis cette semaine pour discuter de la crise au Yémen. Brennan avait prévu de retourner vendredi aux États-Unis, mais a retardé son retour après l›explosion qui a blessé Saleh. Il s›est entretenu directement avec le vice-président al-Hadi samedi, selon un article publié par le Wall Street Journal.

Brennan a passé 25 ans à la CIA, principalement au Moyen-Orient, y compris en tant que chef de poste à Riyad, en Arabie saoudite, avant de devenir chef de cabinet du directeur de la CIA George Tenet, puis directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme. Il était le choix initial d›Obama pour diriger la CIA, mais s›était retiré plutôt que d›affronter les questions sur son passé de soutien à la capture et au transfert extra-judiciaire (Rendition) ainsi que la torture par la CIA de « suspects » de terrorisme. Obama l›avait alors placé à un poste à la Maison Blanche qui ne nécessite pas de confirmation du Sénat.

Quelle que soit l›origine de de l›attaque de vendredi sur le complexe présidentiel, le départ de Saleh n›a pas mis fin à la violence au Yémen. Un cessez-le-feu négocié par l›Arabie saoudite entre forces pro-Saleh et al-Ahmar n›a duré que quelques heures samedi, avant que l›échange des coups de feu et de tirs d›artillerie ne reprenne dans la partie nord de la capitale. Une bombe a explosé au siège de la 1ère division blindée yéménite à Sanaa et tué deux personnes et blessé 15 autres.

Les unités pro-Saleh se sont retirées de Taiz, une grande ville sur les haut plateaux au centre du Yémen où les forces de sécurité ont massacré des dizaines de manifestants non armés le 31 mai. Selon des articles de presse, des miliciens tribaux armés sont entrés dans la ville, et des chars et des soldats en uniforme en avaient été retirés samedi. Des dizaines d›hommes armés ont ensuite attaqué un palais présidentiel à Taiz dimanche, tuant quatre soldats, a rapporté l›Associated Press.

L›AP a également relaté l›embuscade d›un convoi militaire dans le sud du Yémen, et la mort de neuf soldats. En outre, les combattants antigouvernementaux ont attaqué un poste de contrôle militaire dans la ville méridionale d›Aden. Après que l›annonce du départ de Saleh fut parvenue dans cette ville, - ancienne capitale du Yémen du Sud indépendant - les forces armées ont été retirées des positions qu›elles y occupaient.

L›armée américaine surveille de près les activités des forces militaires yéménites, en particulier les unités antiterroristes d›élite qui ont reçu la majeure partie des 200 millions de dollars d›équipement et de formation du Pentagone au cours des quatre dernières années. Selon un porte-parole du Pentagone, le colonel David Lapan, des formateurs militaires américains sont restés au sein de ces unités yéménites, mais prennent « les précautions nécessaires. » Il a déclaré qu›il n›y avait « aucune preuve que les forces de lutte contre le terrorisme que nous avons formées aient été [déployées] contre des manifestants non armés. »

Dans un communiqué cité par le Washington Post, le porte-parole du Pentagone a semblé reconnaître que l›éviction de Saleh était un fait accompli, réaffirmant «Notre intérêt commun avec le gouvernement yéménite pour vaincre Al-Qaïda dépasse (la prise en considération) d›une personne. »

**Wsws 6 juin 2011**

Suite de la page (13)

Dans une récente révélation par Wikileaks de documents du Département d'Etat US, on trouve ceci : un câble expédié par Michael Parmly depuis la Section des Intérêts des Etats-Unis à La Havane, en juillet 2006, pendant les préparatifs de la conférence des pays du Mouvement des Non-Alignés. Il souligne qu'il est activement à la recherche « d'histoires humaines et autres informations pour briser le mythe des prouesses de la médecine cubaine. »

Michael Moore mentionne un autre câble de Wikileaks du Département d'Etat : « le 31 janvier 2008, un officiel du Département d'Etat basé à la Havane a recueilli une histoire inventée de toutes pièces et l'a transmise à Washington. Voici ce qu'il disait : (l'officiel) a déclaré que les autorités cubaines avaient interdit le documentaire de Michael Moore, « Sicko », pour cause de subversion. Bien que l'objectif du film était de critiquer le système de santé US en soulignant la qualité du système cubain, l'officiel a dit que le régime savait que le film était une falsification et ne voulait pas prendre le risque de provoquer la population cubaine en lui montrant des équipements qui n'étaient à l'évidence pas accessibles à la vaste majorité de la population. » Moore rappelle le communiqué de l'agence de presse Associated Press du 16 juin 2007 (sept mois avant le câble) qui titrait : « Le ministre de la santé de Cuba déclare que le documentaire « Sicko » de Michael Moore montre les « valeurs humaines » d'un système communiste ».

Moore ajoute que les Cubains ont pu voir son film à la télévision nationale, le 25 avril 2008. « Les Cubains ont tellement apprécié le film qu'il est l'un des rares films américains à avoir été diffusé dans les cinémas à Cuba. Je me suis personnellement assuré de faire parvenir une copie en 35 mm à l'Institut du Cinéma à la Havane. Des projections de Sicko ont été organisées partout dans le pays. » (6)

Les Etats-Unis interdisent aussi la vente à Cuba de médicaments et équipements essentiels, comme l'agent inhalateur Sevoflurane qui est devenu le médicament par excellence pour l'anesthésie générale chez les enfants ; et le Dexmetomidine, particulièrement utile chez les patients âgés qui doivent souvent subir de lourdes interventions chirurgicales. Ces deux produits sont fabriqués par la société US Abbot Laboratories.

Les enfants cubains qui souffrent de leucémie lymphoblastique ne peuvent pas utiliser du Erwinia L-asparaginasa, un médicament commercialisé sous le nom d'Elspar, puisque la société pharmaceutique US Merck and Co refuse de vendre son produit à Cuba. Washington a aussi interdit à l'ONG américain Pastors for Peace de donner à Cuba trois ambulances de marque Ford.

Les Cubains se voient aussi refuser des visas pour assister à des conférences sur l'Anesthésie et la Réanimation qui se déroulent aux Etats-Unis. Ce qui complique encore plus la vie des anesthésistes cubains pour se maintenir informés des progrès dans leur domaine, pour soigner les patients gravement malades, et pour être informés des progrès accomplis dans le traitement de la douleur.

Ce ne sont là que quelques exemples de la guerre incessante livrée par les Etats-Unis contre le système de santé cubain, qu'on peut trouver dans le rapport de Cuba à l'Assemblée Générale des Nations Unies du 28 octobre 2009.

Et enfin, il ne faut pas oublier le programme d'immigration appelé Cuban Medical Professional Parole (CMPP), qui encourage les médecins cubains qui exercent à l'étranger à faire défection et d'entre immédiatement aux Etats-Unis comme réfugiés. Le Wall Street Journal a rapporté au mois de janvier de cette année que depuis décembre 2010, des visas CMPP avaient été accordés par les consulats US dans 65 pays à 1.574 médecins cubains dont la formation a été payée par le gouvernement Cubain au prises avec des problèmes financiers. (7) Ce programme, assez étrangement, a été lancé par le département US Homeland Security. Encore une victoire contre le terrorisme ? Ou le socialisme ? Où est-ce la même chose ?

Attendez que les conservateurs américains découvrent que Cuba est le seul pays d'Amérique latine où l'avortement est libre et gratuit.

Notes:

(1) Full list of US bombings since World War 2

(2) Martin Kelly, publisher of a nonviolence website

(3) Prensa Latina (Cuba), March 12, 2011

(4) The Militant (US, Socialist Workers Party), April 4, 2011

(5) Bloomberg news agency, September 19, 2007

(6) Huffington Post, December 18, 2010

(7) Wall Street Journal, "Cuban Doctors Come In From the Cold" (video), January 14 2011

**Le Grand soir 5 juin 2011**

*Nous continuons la présentation des interventions par des parents et amis de Franck Laraque, à l'occasion du bel hommage qui lui a été rendu au local du journal, le samedi 21 mai dernier. Cette semaine, nous présentons les témoignages de Jacques Elie Leblanc et Alain Saint Victor. D'autres interventions suivront.*

# Franck Laraque : l'importance de la question économique



**Franck Laraque se dirigeant vers son siège, à l'auditorium de la librairie Grenadier au cours de la soirée organisée en son honneur, le 21 mai dernier**

**Par Jacques E. Leblanc**

En relisant les courriels reçus presque quotidiennement de mon ami Franck Laraque, il me semble que la question qui l'intéresse le plus à l'heure actuelle, et avec raison, c'est la question économique. Que cette question- là soit saisie et voilà toutes les autres questions qui se mettent successivement à éclater, qui sortent irrésistiblement l'une de l'autre.

Par question économique, nous entendons une chose fort simple; expliquer à l'individu ce qu'il est réellement et non pas ce qu'il s'imagine être ou ce qu'on lui dit qu'il est, lui expliquer son statut et rôle social, la place qu'il occupe dans l'immense réseau des relations sociales entre les hommes; lui expliquer pourquoi il est un ouvrier et non un philosophe professionnel, pourquoi il est un paysan, un intellectuel, un fonctionnaire de l'Etat, un petit boutiquier; pourquoi tel autre est un négociant, un banquier, un gros propriétaire foncier. Et le jour où l'individu arrive à s'expliquer cette chose fort simple, à comprendre ce qu'il est vraiment, l'aliénation a pris fin, le fétichisme est rompu, le mécanisme social est démonté de fond en comble et l'individu est alors libéré. Il entre dans ce règne de la liberté complète qui n'est au fond que le rétablissement total de l'homme dans la connaissance de sa condition matérielle d'existence dans la société où il vit.

Pourquoi est-on un paysan? Pourquoi est-on un ministre? Pourquoi? Et pourquoi un paysan peut-il devenir ministre et un ministre un chômeur? Et pourquoi, bien qu'un individu puisse ça et là changer de statut social, (comme on peut le constater depuis plus de 65 ans), la classe ouvrière existe depuis des siècles, les paysans existent depuis des siècles? Pourquoi cette rigidité absolue dans la structure sociale? Pourquoi ces différends groupes sociaux, que les marxistes appellent des classes? La réponse est d' abord la division du travail, la division sociale avec tout ce que cela peut entraîner de conséquences sur le plan économique, politique et culturel. La grande vérité fondamentale c'est que cette division du travail n'est rien d'autre qu'une division économique.

L'évidente vérité éclate: l'individu est vraiment ce que font de lui son statut économique de classe, ses relations économiques de classe avec les autres. S'il ne l'est pas pour lui même, il est du moins cela pour les autres individus. Assurément, il existe des exceptions et des génies, mais le marxisme ne raisonne pas en terme de génies, il raisonne en terme de masses, en terme de Ti Joseph, Ti Pierrot et de Dieudonne qui sont le commun des mortels. Un paysan est un paysan, non pas parce qu'il a été créé ainsi par Dieu (ce qui implique frauduleusement l'idée "d'éternité" et sert à assurer la pérennité des classes et privilèges) mais parce qu'il est pris dans un contexte économique : le monde paysan de production des richesses. Transformer le statut économique du paysan, qui définit son statut politique et culturel, toutes les relations sociales de classe changent et la véritable liberté commence.

Le rôle donc qu'assume notre ami Franck Laraque dans certains de ses articles concernant les organisations en général et les organisations paysannes en particulier est d'expliquer aux gens ce qu'ils sont, à les aider à prendre conscience de leurs conditions réelles dans la vie. Particulièrement en ce sens c'est une action éminemment progressiste. Mais c'est une tâche qui demande de la patience, de la persévérance et de la compréhension (qualités qu'il a montrées tout au long de sa vie), car le moindre bougre de prolétaire est prisonnier d'un réseau de complexes et de mirages qui le font se considérer comme un "centre existentialiste". En soi évidement et "centre" sur lequel spéculent tous les gros madrés de la philosophie et de l'économie du système capitaliste. Et pour faire prendre conscience aux individus, il faut aller aux questions fondamentales, les questions économiques celles qui mettent en lumière les relations entre les hommes à travers leur rôle économique dans la société: la production et l'échange des marchandises.

Pour cela, il faut commencer par décomposer la structure sociale et dévoiler les aspects les plus cachés, les détails les plus ténus des grands problèmes du peuple, ceux que nous appelons les problèmes fondamentaux: la question agraire, le problème de ressources naturelles, la question démographique, les relations entre la ville et la campagne sur la base des échanges commerciaux, le problème des salaires, la question industrielle, le problème de l'analphabétisme et du niveau culturel des masses. Ceci n'est pas une tâche pratiquement aisée, car nous manions une vérité qui est considérée explosive par tous les bien-pensants; et alors il importe que les Laraque et les autres se taisent, que nous soyons jugulés, en somme que nous disparaissions. Ce qui doit être extrêmement préoccupant puisque Frank marche d'un pas décidé vers ces 90ans et est toujours debout dans la tranchée. Nous troublons le sommeil de pas mal de trublions, ceux qui se réclament du peuple et qui pourtant sont depuis longtemps déjà passés dans le camp des ennemis de peuple. Mais la vérité que proclame un Frank Laraque, que nous proclamons et que proclament constamment les faits, cette vérité-là sera plus forte et renversera les bastilles de l'oppression, car les montagnes on levé la marche.

On sait que la forme de pensée de Franck est progressiste. Et nous sommes de ceux-là qui préfèrent avoir affaire à un progressiste sérieux, comme Franck, qu'à un soit disant socialiste "militant" qui, sous prétexte de dialectique, exécute les cabrioles opportunistes les plus inattendues car le progressiste sérieux d'aujourd'hui est selon de fortes probabilités, le socialiste sérieux de demain. Franck Laraque est un homme sérieux, loyal et franc dans toute l'acception du terme.

Aussi n'avons-nous jamais perdu de vue qu'un Franck Laraque derrière le progressiste et lui formant une contexture morale solide, il y a l'honnête homme sur qui le pays peut compter.

# Franck Laraque : la lutte des masses haïtiennes, seule voie de libération nationale




**Pour Franck, c'est la question de la lutte qui est essentielle, et c'est elle qui permet de rendre compte des moments tournants de notre histoire nationale**

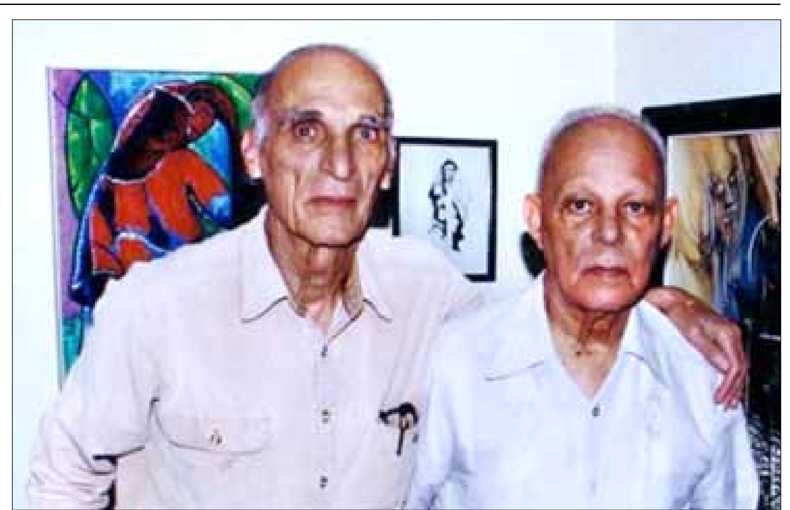
**Par Alain Saint-Victor**

L'idée de la lutte des masses haïtiennes, seule voie possible menant à la libération nationale, revient constamment dans les textes de Franck Laraque. Pour l'auteur, cette lutte n'est pas une lutte parmi d'autres, dont l'importance dépendrait de certaines conjonctures ou encore de certains moments historiques. Elle est le pilier, le socle même à partir duquel toutes luttes véritables doivent se développer. Certes, ces luttes peuvent prendre différentes formes (idéologique, politique, culturelle) mais, pour que ces luttes soient vraies, c'est-à-dire pour qu'elles puissent poser les problèmes fondamentaux de la société haïtienne, il faut qu'elles tiennent compte des revendications historiques fondamentales des masses haïtiennes. Cette problématique a toujours été à la base de la pensée politique de Franck Laraque. Et il ne s'agit pas, bien sûr, d'évoquer les conditions misérables du peuple, sa souffrance et même de s'indigner sur le fait qu'il a été depuis l'indépendance exclu, exploité par une minorité, ce qui caractérise bien le discours de beaucoup d'hommes politiques surtout populiste. Pour Franck, c'est la question de la lutte qui est essentielle, et c'est elle qui permet de rendre compte des moments tournants de notre histoire nationale.

Cette insistance sur l'importance de la lutte des masses apparaît clairement dans un texte que Franck Laraque a publié dans Pluriel Magazine intitulé «L'incessante lutte des masses haïtiennes pour la liberté et leur existence.» L'auteur procède à une analyse des grands moments historiques de notre pays, avec pour objectif de démystifier l'histoire officielle qui met l'accent uniquement sur le rôle des héros de l'indépendance, considérés comme principaux acteurs de notre histoire. Dans ce texte, Franck Laraque non seulement réinterprète l'histoire nationale en plaçant en son centre la lutte des masses, mais il considère également que cette grande lutte qui apparaît multiple et ponctuelle, selon les conjonctures, tisse à travers l'histoire un continuum, exprime une volonté de libération renouvelée, produit chez les masses une conscience de plus en plus claire de la portée historique de leur propre lutte. De 1492 à 1920 s'étend la lutte armée contre l'esclavage et pour l'indépendance. À travers ce temps historique de plus de quatre cents ans se construisent des expériences de luttes qui, prises séparément, constituent parfois des ruptures vi-

## Errata

Dans la deuxième partie du texte «Gerbe d'affection et de solidarité pour Franck Laraque» paru la semaine dernière (Vol 4 #46. p.18), il s'est glissé une malencontreuse erreur technique dans le libellé de la légende apparaissant au-dessous de la photo des frères Franck et Paul Laraque. La direction et l'équipe technique du journal s'en excusent auprès de Franck et aussi auprès de Tontongi qui nous avait aimablement fait part de la photo reproduite cette semaine avec la bonne légende.



**Paul et Franck Laraque, chez Paul en 2004 / Photo par Tanbou"**

olentes et radicales (1804), parfois des tentatives de renversement de la structure socio-économique et de la domination néocoloniale ou impérialiste (la révolte des Piquets et des Cacos). Cependant, malgré les apparences d'une discontinuité dans la lutte, ces ruptures ne sont pas des événements séparés qui n'auraient aucun lien entre eux : pour Laraque, «... les masses, lorsqu'on élimine leurs leaders, en forment d'autres souvent plus radicaux. En effet, la révolte des paysans se convertit en une guérilla dont l'objectif est non seulement la préservation et l'accroissement des propriétés paysannes, mais encore la défaite des forces d'occupation [nord-américaines] avec Charlemagne et Benoit Batraville». On voit bien que ces luttes armées expriment, du moins jusqu'en 1920, une volonté populaire qui remet en question (par les armes) non seulement l'exploitation et l'oppression des classes dirigeantes, le système néocolonial, mais également toutes formes de domination étrangère et impérialiste. C'est ce contexte historique particulier qui caractérise tout notre XIXe siècle et le début du XXe, ce qui fait, en somme, on ne peut comprendre cette réalité postindépendance sans tenir compte de ces luttes qui essentiellement constituent les différents jalons d'une nation qui se cherche, se construit et s'affirme. Et il est fondamental de comprendre, comme le sous-tend Franck Laraque, que cette recherche d'une nation véritable qui aurait dû être le fruit de la grande révolution de 1804, l'aboutissement logique d'une lutte qui ébranla à jamais le système esclavagiste et colonialiste; cette recherche, donc, qui se fait parfois sans direction ni organisation, est l'œuvre uniquement des masses populaires, surtout après la trahison des classes dirigeantes immédiatement après l'indépendance et leur capitulation en acceptant de verser à la France colonialiste la dette odieuse de l'indépendance.

L'occupation étasunienne de 1915 représente un tournant dans notre histoire dans la mesure où toute la réalité politique, sociale et économique du pays a été restructurée au profit de l'impérialisme américain. Port-au-Prince devient l'unique centre des pouvoirs politique, militaire et administratif. Sous l'apparence de l'ordre et de la tranquillité souhaités par les classes dirigeantes haïtiennes, l'occupant renforce le système colonial et la répression des masses. Désormais, pour satisfaire les besoins et les intérêts de cette nouvelle domination étrangère, l'État et la bourgeoisie haïtienne se transformeraient une fois pour toutes en serviteurs fidèles et loyaux, leurs intérêts de classe devraient se confondre avec ceux de l'impérialisme. Cette nouvelle réalité néocoloniale se renforce en particulier, comme le fait remarquer Franck Laraque, par la nouvelle constitution de 1918 qui «autorise la concession aux compagnies étrangères de bien domaniaux et l'expropriation des terres paysannes pour le rétablissement du système de la grande propriété nécessaire à la production à grande échelle.» Cette collusion entre les classes dirigeantes et l'impérialisme américain marquera l'histoire de notre XXe siècle. Et il importe de garder à l'esprit que l'objectif essentiel d'une telle collusion est d'abord et avant tout de répondre aux besoins de l'impérialisme américain et ensuite (mais seulement ensuite) d'enrichir les classes dirigeantes (politique et économique) du pays. C'est en analysant cette collusion sous ses différentes formes que l'on peut comprendre les traits fondamentaux et déterminants de l'histoire de la politique haïtienne du XXe siècle (et cela malgré certaines conjonctures politiques qui laissent entrevoir la montée d'un certain nationaliste petit bourgeois (1930, 1946) ou encore la manifestation des positions indépendantistes démagogiques d'un François Papa Doc Duvalier).

Toutefois la consolidation du système néocolonial (de sa nouvelle implantation qui prend racine à partir de 1915 et qui s'étend jusqu'à aujourd'hui) aussi profonde et ancrée soit-elle ne met pas un terme à la lutte des masses. En 1930, sous la direction de l'aile nationaliste de la petite bourgeoisie, les manifestations populaires éclatèrent au pays pour demander le retrait des troupes américaines. L'occupant a dû ainsi se retirer plus tôt que prévu, mais tout en ayant le temps de mettre en place les structures étatiques nécessaires à l'établissement de la structure néocoloniale, avec notamment la création de la Garde nationale d'Haïti. Comme l'a vu Jacques Roumain et d'autres camarades du Parti Communiste haïtien (fondé en 1934), le nationalisme petit-bourgeois fut rapidement dépassé par cette nouvelle réalité, ses positions politiques et idéologiques ne lui permettant pas de remettre en question le néocolonialisme, beaucoup de ces petits bourgeois se réinvestissent dans la politique traditionnelle, dominée essentiellement depuis le XIXe siècle, par la question de la couleur de la peau et les polémiques centrées sur le contrôle du pouvoir.

Les masses se trouvaient, une nouvelle fois, exclues, méprisées et exploitées; cette fois-ci non seulement par les grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie compradore et les tenants du pouvoir politique, mais aussi par des compagnies nord-américaines (SHADA, United Fruit, etc.) profitant de l'aubaine d'une main-d'œuvre à bon marché, corvéable et taillable à souhait. Les masses subissaient encore plus la triple exclusion qui constituait leur lot historique depuis l'esclavage. Elles étaient exclues politiquement parce qu'elles ne pouvaient pas participer aux élections présidentielles (les premières élections populaires ont eu lieu en 1957), elles étaient exclues socialement puisque elles ne se reconnaissaient pas dans les valeurs sociales véhiculées par la bourgeoisie, et que ses valeurs à elles étaient considérées par cette même bourgeoisie et tout le système de l'appareil idéologique d'État comme des valeurs inférieures ou barbares. Les masses étaient aussi exclues économiquement dans la mesure où elles ne pouvaient pas bénéficier de façon juste et équitable des richesses du pays (richesses dont elles sont elles-mêmes les principaux artisans).

Le problème de la création d'une nation fondée sur la justice sociale, la répartition des richesses (dont la grande épopée de 1804 était le prélude) restait entier en ce milieu du XXe siècle. L'agriculture paysanne commençait à se désintégrer rapidement, les disparités économiques entre les villes et les zones rurales, entre la capitale et les villes de province s'aggravèrent. Les paysans pauvres (représentant plus de 80% de la population) devaient soit abandonner la terre, s'exiler, soit accepter l'exploitation outrancière au profit des grands dons. Toutes ces contradictions sociales entre les masses de plus en plus appauvries, aliénées par le pouvoir politique, stigmatisées par les classes dominantes et la bourgeoisie expliquent en partie la montée au pouvoir du régime fasciste de Duvalier. Franck Laraque remarque que «l'infernale répression des Duvalier produit l'exode surtout des boat people». Durant les années 1960, le régime duvaliériste procède à l'arrestation, aux massacres et à l'expulsion de dizaines de milliers de compatriotes. En faisant cette «révolution politique» (l'expression est de François Duvalier lui-même), le régime vise à détruire toutes formes de résistances et préparer le terrain en vue d'établir un système héréditaire du pouvoir. Jean-Claude Baby Doc Duvalier, quant à lui, effectue la «révolution économique» qui, au sens duvaliérien, signifie l'expulsion accélérée des paysans de leur terre et l'établissement d'usines d'assemblage attirées par la main-d'œuvre esclave et les conditions de travail exécrables. Avec les Duvalier, la répression devient systématique : toutes les couches sociales sont touchées, mais ce sont surtout les paysans, les ouvriers, les marchandes et les petits commerçants qui en sont les victimes. Comme l'explique Franck Laraque, l'État se transforme en un État terroriste : il dispose d'une pléiade d'individus chargés de différentes fonctions : «Ils se rangent parmi les architectes des structures duvaliéristes, les ordonnateurs d'exécutions sommaires, les complices des semeurs de mort par leurs machinations, leur silence, leur tacite ou exaltante justification».

Le régime de Jean Claude Duvalier se distingua surtout par l'adoption et l'intégration de la politique néolibérale imposée par le FMI et la Banque mondiale. Plusieurs institutions de l'État sont privatisées et le pays est ouvert à la concurrence déloyale des compagnies étrangères. À la fin des années 1970, pour la première fois de son histoire, Haïti perd son autosuffisance alimentaire et sombre dans le cycle de plus en plus accentué de la dépendance structurelle. Désormais l'État n'est plus fonctionnel sans l'aide internationale et la satisfaction des besoins fondamentaux de la population est laissée à des organismes caritatifs et des ONG.

C'est dans ce contexte de crises aiguës que survient la révolte de 1986 qui mit fin aux trente années de l'État tortionnaire et prédateur des Duvalier. Cette révolte est non seulement populaire, mais elle est aussi démocratique, c'est-à-dire que le peuple, une fois de plus, réinvestit la scène politique, mais cette fois-ci de manière pacifique, et demande la fin de la triple exclusion historique.

De 1986 à aujourd'hui la lutte des masses populaires a pris différentes formes, et malgré la répression et les massacres (1987, 1991) commanditées par l'impérialisme et une classes dominante incapable de la moindre réforme, la lutte se poursuit et devient de plus organisée : des organisations syndicales, paysannes et de travailleurs se sont structurées et mènent des combats incessants pour la réforme agraire, les droits des ouvriers et la justice sociale.

Franck Laraque, au cours de toutes ces années, en tant qu'intellectuel engagé à la manière de Jean- Paul Sartre, a toujours donné son appui à ces luttes de revendications populaires, et cela quel que soit le gouvernent en place. Ses prises de position dans la presse reflètent clairement une compréhension profonde des conditions socio-économiques des masses, mais il ne fait pas seulement qu'analyser, il prend également position sans sectarisme ni dogmatisme pour la construction d'une société nouvelle dans notre pays. Et il est intéressant de remarquer que tout ce qui touche la réalité haïtienne l'intéresse profondément : la lutte pour la place du créole dans notre société aussi bien que la polémique autour de la question de la réforme de la Constitution. Pendant la plus grande partie de sa vie, le combat du peuple haïtien a été le sien, et ses convictions idéologiques ne sont jamais démenties.

**Alain Saint-Victor, Montréal le premier mai 2011**

# Le centre ville de P-Au-P rudement éprouvé par l'insécurité

Dans l'après-midi du lundi 6 juin dernier, Fénol Gustave (Boss Nono), 49 ans, mécanicien de profession, a été froidement descendu de 2 balles à la tête par deux bandits armés, circulant à moto. Il est tombé juste à la barrière de son garage intitulé « Nono Body Shop », à la Rue Montalais, situé seulement à quelques mètres du Palais national.

En route pour être transporté d'urgence à l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH), il a succombé à ses blessures.

Toujours dans le quartier de la Rue Montalais, dans l'après-midi du samedi 4 juin, le week-end écoulé, un homme d'affaires du nom de Jacques Cajuste a été abattu de plusieurs balles par des inconnus armés, alors qu'il était en train de laver sa voiture.

La semaine dernière, au Champ de Mars, centre ville de Port-Au-Prince, Serge Philibert, un étudiant de la 3e année de la faculté d'Ethnologie a été froidement assassiné par des bandits armés. Ses funérailles ont été chantées le samedi 4 juin dernier,

A quoi d'autre peut-on s'attendre d'un tel climat de violence dans une capitale toujours en haute tension ?

# « Lire et relire Lénine, pour préparer l'avenir »

**Par Jean Salem**

*Cet article de Jean Salem, professeur de philosophie à l'Université de la Sorbonne, a été publié dans L'Humanité du 29 avril 2011. Il y explique brièvement quelques-uns des aspects fondamentaux des idées de Lénine. Ces idées méritent d'être portées à la connaissance de tous ceux qui aspirent à changer la société.*

« En pleine crise du capitalisme, même s'il ne faut pas feindre d'ignorer la montée de l'extrême droite et autres symptômes de désespoir, on discerne un besoin de perspectives politiques – besoin qui s'exprime, ici et là sur la planète, dans des mobilisations fort diverses. L'œuvre et l'action de Lénine, penseur majeur de la révolution, nous éclairent dans cette recherche. J'identifie dans cette œuvre six thèses qui me paraissent avoir conservé toute leur actualité.

1 – La révolution, tout d'abord, est une guerre. Lénine compare la politique à l'art militaire, et souligne la nécessité qu'existent des partis révolutionnaires organisés, disciplinés : car un parti n'est pas un club de réflexion (dirigeants du PS : merci pour le spectacle !).

2 – Pour Lénine, comme pour Marx, une révolution politique est aussi et surtout une révolution sociale, c'est-à-dire un changement dans la situation des classes en lesquelles la société se divise. Cela signifie qu'il convient toujours de s'interroger sur la nature réelle de l'État, de la « République ». Ainsi, la crise de l'automne 2008 a-t-elle montré, avec évidence, combien dans les métropoles du capitalisme, l'État et l'argent public pouvaient être mis au service des intérêts des banques et d'une poignée de privilégiés. L'État, autrement dit, n'est nullement au- dessus des classes.

3 – Une révolution est faite d'une série de batailles, et c'est au parti d'avant-garde de fournir, à chaque étape de la lutte, un mot d'ordre adapté à la situation et aux possibilités qu'elle dessine. Car ce ne sont ni l'humeur que l'on prête aux « gens », ni l' « opinion » prétendument mesurée par les instituts de sondages qui sont à même d'élaborer de tels mots d'ordre. Lorsque, au paroxysme d'une série de journées de manifestations, 3 millions de personnes se retrouvent dans la rue (c'est ce qui s'est produit en France, début 2009), il y a nécessité de leur proposer une perspective autre que la seule convocation d'un énième rendez-vous entre états-majors syndicaux. Faute de quoi, le mouvement s'épuise, et décourage ceux qui ont attendu en vain que leur soit indiquée la nature précise des objectifs à atteindre ainsi que le sens général de la marche…

4 – Les grands problèmes de la vie des peuples ne sont jamais tranchés que par la force, souligne également Lénine. « Force » ne signifie pas nécessairement, loin s'en faut, violence ouverte ou répression sanglante contre ceux d'en face ! Quand des millions de personnes décident de converger en un lieu, par exemple la place Tahrir, au centre du Caire, et font savoir que rien ne les fera reculer face à un pouvoir détesté, on est déjà, de plain-pied, dans le registre de la force. Selon Lénine, il s'agit surtout de battre en brèche les illusions d'un certain crétinisme parlementaire ou électoral, qui conduit, par exemple, à la situation où nous sommes : une « gauche » tendue presque tout entière vers des échéances dont une masse immense de citoyens, à juste raison, n'attend… presque rien.

5 – Les révolutionnaires ne doivent pas dédaigner la lutte en faveur des réformes. Lénine est, certes, conscient qu'à certains moments, telle réforme peut représenter une concession temporaire, voire un leurre, auquel consent la classe dominante afin de mieux endormir ceux qui tentent de lui résister. Mais il considère, cependant, qu'une réforme constitue la plupart du temps une sorte de levier nouveau pour la lutte révolutionnaire.

6 – La politique, enfin, depuis l'aube du XXe siècle, commence là où se trouvent des millions, voire des dizaines de millions d'hommes. En formulant cette sixième thèse, Lénine pressent que les foyers de la révolution tendront à se déplacer toujours davantage vers les pays dominés, coloniaux ou semi-coloniaux. Et, de fait, depuis la Révolution chinoise de 1949 jusqu'à la période des indépendances, dans les années 1960 du siècle dernier, l'histoire a très largement confirmé ce dernier pronostic. — Bref, il faut lire Lénine, après le déluge et la fin du « socialisme réel ». Le lire, et le relire encore. Afin de préparer l'avenir. »



**Lénine pressent que les foyers de la révolution tendront à se déplacer toujours davantage vers les pays dominés, coloniaux ou semi-coloniaux.**

**La Riposte 11 Mai 2011**